

# ONG Rariny sy Hitsiny Ivoarana

Integrity for development

## RAPPORT MORAL ET FINANCIER



**2021**

## Table des matières

Liste des acronymes.....	1
Liste des figures .....	3
<b>1 Bilan des projets et des missions .....</b>	<b>4</b>
1.1 Projet 1: Miara-miombon' Antoka amin'ny Fiarovana eny amin'ny Fitsarana (MAFI).....	4
1.2 Projet 2 : BAROCI.....	8
1.3 Projet 3 : Suivi de la Transparence et de l'Effectivité des fonds COVID19 .....	17
1.4 Projet 4 : Havoria, séminaire de la société civile malagasy .....	24
1.5 Mission 1: OBS MADA.....	32
1.6 Mission 2 : CIVICUS.....	37
1.7 Mission 3: Formation plaidoyer PFSCE .....	41
<b>2 Bilan des actions de plaidoyer .....</b>	<b>42</b>
2.1 Justice et lutte contre la corruption .....	42
2.1.1 Protection des lanceurs d'alerte.....	42
2.1.2 Candidature de la société civile au sein du Conseil Supérieur de la Magistrature.....	43
2.1.3 PAC.....	44
2.1.4 Journée internationale de lutte contre la corruption .....	44
2.2 Elections.....	45
2.2.1 Election représentants de la société civile au sein de la CENI.....	45
2.3 Education .....	46
2.3.1 Organisation journée internationale de l'éducation .....	46
2.3.2 Plaidoyer sur l'effectivité de la gratuité de l'enseignement primaire .....	46
<b>3 Autres .....</b>	<b>48</b>
3.1 Catalyst 2030.....	48
3.2 Reboisement 2021.....	48
<b>4 Rapport financier .....</b>	<b>51</b>
4.1 Compte analytique .....	51
4.2 Etats financiers.....	53
4.3 Liste des matériels et immobilisations .....	55

## Liste des acronymes

<b>AFD</b>	Agence Française de Développement
<b>AIM</b>	Action Intercoopération Madagascar
<b>AMI</b>	Appel à Manifestation d'Intérêt
<b>BAROCI</b>	Baromètre Citoyen
<b>BIANCO</b>	Bureau Indépendant Anti-Corruption
<b>CCAP</b>	Contrôle Citoyen des Actions Publiques
<b>CCOC</b>	Collectif des citoyens et des Organisations Citoyennes
<b>CELCO</b>	Cellule de Coordination
<b>CENI</b>	Commission Électorale Nationale Indépendante
<b>CFI</b>	Canal France International
<b>CLF</b>	Comités Locaux au niveau des Fokontany
<b>CRIJ</b>	Commission de Réforme pour l'Intégrité Judiciaire
<b>CSB</b>	Centre de Santé de Base
<b>CSM</b>	Conseil Supérieur de la Magistrature
<b>CUA</b>	Commune Urbaine Antananarivo
<b>FDSP</b>	Faculté de Droit et de Science Politique de l'Université d'Antananarivo
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International
<b>HCDDED</b>	Haut Conseil pour la Défense de la Démocratie et de l'Etat de Droit
<b>ISLP/UK</b>	International Senior Lawyers Project- United Kingdom
<b>MAFFA</b>	Miara-miomon'Antoka ho Fangaraharan'ny Fitantanana amin'ny ady COVID19
<b>MAFI</b>	Miara-miomon'Antoka amin'ny Fiarovana eny amin'ny Fitsarana
<b>MDPJ</b>	Maison des Droits et des Professions Judiciaires
<b>MEETFP</b>	Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
<b>MEF</b>	Ministère de l'Economie et des Finances

<b>MEN</b>	Ministère de l'Éducation Nationale
<b>MESUPRES</b>	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
<b>MP</b>	Marchés Publics
<b>ODD</b>	Objectif du Développement Durable
<b>OIMP</b>	Observatoire Indépendant des Marchés Publics
<b>OMS</b>	Organisation Mondiale de la Santé
<b>ONG</b>	Organisation Non-Gouvernementale
<b>OSC</b>	Organisation de la Société Civile
<b>PAC</b>	Pôle Anti-Corruption
<b>PADFEM</b>	Pool d'Avocats pour la Défense des Femmes
<b>PEM</b>	Plan Emergence Madagascar
<b>PFSCE</b>	Plateforme de la société civile pour l'enfance
<b>PMDU</b>	Plan Multi-sectoriel D'Urgence
<b>PMO</b>	Partenaire de Mise en Œuvre
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>ROHY</b>	Rindran'ny Olompirenena Hiarovana ny Iaraha-manana
<b>RSOC</b>	Responsables des Suivi-Observateurs Communaux
<b>RSOF</b>	Responsables des Suivi-Observateurs Fokontany
<b>SLC</b>	Structure Locale de Concertation
<b>SMART</b>	Spécifique Mesurable Acceptable Réaliste Temporel
<b>STEF</b>	Suivi de la Transparence et de l'Effectivité des Fonds
<b>TI-MG</b>	Transparency International-Initiative Madagascar
<b>TMNC</b>	Transfert Monétaire Non Conditionnel
<b>TPI</b>	Tribunal de Première Instance
<b>UNESCO</b>	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

## Liste des figures

Figure 1 : Formation des juristes enquêteurs .....	6
Figure 2 : Signature convention entre l'ONG Ivorary et l'Ordre des avocats.....	6
Figure 3 : Sélection des dossiers des justiciables à appuyer dans le cadre du projet MAFI.....	6
Figure 4: Page d'accueil du site web BAROCI .....	15
Figure 5: Participation de l'équipe du projet STEF au débat sur le Fonds Souverain Malagasy .....	23
Figure 6 : Comité de pilotage du projet .....	27
Figure 7 : Programme du lancement officiel du projet.....	27
Figure 8 : Participants à la formation en légistique .....	28
Figure 9 : Page d'accueil du site Web havoria.org pour les consultations en ligne.....	28
Figure 10 : Résultats de la première consultation en ligne sur les réformes de la Loi d'orientation du système éducatif.....	29
Figure 11 : Annonce de l'atelier sur la participation des OSC et des citoyens dans les Structures Locales de Concertation .....	29
Figure 12 : Article sur le Conseil Economique, Social et Culturel .....	30
Figure 13 : Type de question pour évaluer la connaissance des citoyens sur la notion d'activisme.....	30
Figure 14 : Invitation à l'atelier de consultation et d'identification des besoins en renforcement de capacités des activistes .....	30
Figure 15 : Atelier de concertation à Ambovombe, octobre 2021 .....	34
Figure 16: Atelier de validation des outils et guide CCAP, décembre 2021 .....	35
Figure 17: Campagne pour la visibilité, la reconnaissance et la protection des activistes – Région Analamanga.....	39
Figure 18: Travaux de réflexion et Story-telling des participants sur les contraintes et défis liés au statut d'activiste-militant (région Analamanga).....	39
Figure 19: Rencontre virtuelle entre les porteurs à projet (militants) et les partenaires techniques et financiers nationaux et internationaux.....	39
Figure 20: Echanges virtuels entre les activistes de la région Analamanga et la représentante du partenaire extérieur Civicus sur les opportunités d'appui aux activités locales.....	40
Figure 21: Participants à la formation.....	42
Figures 22-23-24 : Equipe de l'ONG Ivorary.....	50

## 1. Bilan des projets et des missions

### 1.1 Projet 1: Miara-miombon'Antoka amin'ny Fiarovana eny amin'ny Fitsarana (MAFI)

<b><u>Période de mise en œuvre</u></b>	Juin 2020 à Août 2021 (extension de 2 mois)
<b><u>Titre du projet</u></b>	<b>Miara-miombon'Antoka amin'ny fiarovana eny amin'ny Fitsarana</b>
<b><u>Logo du projet</u></b>	
<b><u>Co-demandeurs/Partenaires</u></b>	<b>Partenaires</b> : Le Ministère de la Justice, l'Ordre des avocats, Transparency International-Initiative Madagascar (TI-MG), International Senior Lawyers Project- United Kingdom (ISLP/UK), la Faculté de Droit et de Science Politique de l'Université d'Antananarivo (FDSP), la Commission de Réforme pour l'Intégrité Judiciaire (CRIJ) et le Barreau Paris Solidarité.
<b><u>Montant du financement (Ariary)</u></b>	189 722 200 Ariary
<b><u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u></b>	Fanainga-Appui à la société civile malgache
<b><u>Zones d'intervention</u></b>	Analamanga
<b><u>Bénéficiaires du projet</u></b>	Les justiciables qualifiés de groupes vulnérables : jeunes, femmes, enfants et hommes en situation de précarité
<b><u>Contexte</u> :</b>	
<p>La majorité de la population malagasy se trouve encore en situation d'auto-exclusion face à l'administration publique en général, et face au système judiciaire en particulier. Les personnes vulnérables sont particulièrement les plus concernées. Cette situation est, d'une part, due à l'insuffisance d'assistances juridiques pour les accompagner à faire face aux arcanes du monde judiciaire, et d'autre part au manque de moyens financiers pour se procurer les services des professionnels de la justice (avocat, huissier, notaire, etc.) qui sont indispensables au fonctionnement du système judiciaire. A cela s'ajoute le faible niveau d'éducation ainsi que la perte de confiance de la population envers la justice à cause de ses nombreux dysfonctionnements tels que la corruption qui devient une pratique normalisée tout au long de la procédure judiciaire (garde à vue, enquête, instruction, jugement, incarcération,), le délai de traitement de dossiers irraisonnable, etc. ce qui sont de nature à la décourager de porter leurs affaires devant la justice. Tous ces facteurs combinés constituent indubitablement des entraves au droit à l'accès à la justice de ces justiciables rendant celui-ci inefficace.</p> <p>Désireux d'apporter un changement face à ce statu quo, l'ONG IVORARY en étroite collaboration avec la Commission de Réforme pour l'Intégrité Judiciaire (CRIJ) met en œuvre avec le soutien</p>	

technique et financier de FANAINGA-Appui à la société civile le projet MAFI (Miara-Miombon'Antoka amin'ny Fiarovana eny amin'ny Fitsarana) ou l'entraide citoyenne pour la justice dont l'objectif principal est de promouvoir le droit à l'accès à la justice des groupes vulnérables en leur fournissant les moyens de se procurer les services des professionnels de la justice lorsqu'ils seront amenés à défendre leur droit devant les autorités publiques.

**Objectifs du projet:**

- Le projet vise à promouvoir le droit d'accès à la justice notamment en faveur des personnes vulnérables ;
- Il ambitionne de mettre en place une mutuelle d'entraide citoyenne pour la justice.

**Résultats attendus:**

- Amélioration de l'accès à la justice pour les groupes vulnérables et renforcement de l'engagement citoyen pour les jeunes juristes.
- Accessibilité des services d'assistance judiciaires de base à ces groupes et aux autres personnes intéressées.
- Réduction de la population carcérale et restauration de la confiance du public en la justice.

**Détails des activités :**

Si la première étape du projet consistant à mener une étude sur l'état des lieux de l'accès à la justice a été réalisé en 2020, les activités réalisées en 2021 sont les suivantes :

- Atelier de restitution de l'état des lieux de l'accès à la justice ;
- Mise en place d'un think tank/groupe de réflexion et organisation des différentes réunions et séances de travail ;
- Elaboration de la stratégie de mise en place d'une mutuelle d'entraide citoyenne pour la justice (recrutement du consultant, réunion de cadrage, suivi et séances de travail, atelier de validation de la stratégie) ;
- Etude et traitement des cas typiques de problèmes juridiques (Signature de la convention de partenariat et lancement AMI pour le recrutement de 26 avocats, sélection des dossiers à appuyer et recherche des bénéficiaires, séance de briefing et signature des conventions avec les 10 avocats ;

**Illustrations/Photos:**



Figure 1 : Formation des juristes enquêteurs



Figure 2 : Signature convention entre l'ONG Ivorary et l'Ordre des avocats



Figure 3 : Sélection des dossiers des justiciables à appuyer dans le cadre du projet MAFI

<b>Impacts du projet (indicateurs objectivement vérifiables/SMART)</b>				
<b>Output ou réalisation</b>	<b>Indicateur : au moins deux indicateurs par output, diversifiés</b>	<b>Cible : la mesure du succès, ce que vous devez accomplir</b>	<b>Valeur réelle</b>	<b>Livrables</b>
<b>Output 1 : Un état des lieux de l'accès à la justice au niveau des TPI des régions d'intervention.</b>	Appropriation de la problématique de l'accès à la justice par les usagers	Implication de trois (03) acteurs clés (société civile, Min Jus/TPI/Administration pénitentiaire et les justiciables) dans le lancement du projet	Six (06) acteurs impliqués dans le lancement du projet <sup>1</sup>	Fiche de présence
	Besoins juridiques des groupes cibles identifiés	Au moins dix (10) besoins juridiques recensés	15 besoins juridiques identifiés <sup>2</sup>	Rapport d'étude
<b>Output 2 : Stratégie de mise en place de la mutuelle d'entraide de la justice</b>	Besoins juridiques priorités et solutionnés	Au moins cinq (05) besoins juridiques priorités et solutionnés Disponibilité d'un guide pratique	10 besoins juridiques identifiés <sup>3</sup>	Stratégie de mise en place de la mutuelle d'entraide citoyenne
	Mesures d'actions pertinentes pour disposer du maximum d'adhérents à la mutuelle	Un plan d'action garantissant la responsabilisation des acteurs clés Collaboration de MAFI avec les autres initiatives	Un plan d'action disponible Collaboration avec l'Ordre des avocats	Stratégie de mise en place de la mutuelle d'entraide citoyenne Convention de partenariat

<sup>1</sup> Acteurs impliqués dans le projet : CRIJ, Ministère de la Justice, Ordre des Avocats, Transparency International Initiative Madagascar (TI MG), ONG Tolotsoa, Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité

<sup>2</sup> Rapport d'étude sur l'accès à la justice p 34 : Litige foncier, atteinte à la propriété et aux biens, atteinte aux personnes, affaire familiale, Succession, Non-paiement de créances, Succession, Infractions économiques et financières, Litige employeurs et employés ; Action en dommage et intérêts, recours pour excès de pouvoir, infractions à l'environnement, concurrence déloyale, détournements de deniers publics, corruption, non-exécution de contrat.

<sup>3</sup> Stratégie de mise en place de la mutuelle p7 : Litiges fonciers, Atteinte à la propriété et aux biens, Atteinte aux personnes, Affaire familiale, Succession, Non-paiement des créances, Infractions économiques et financières, Litiges employeurs et employés, Actions en dommages et intérêts, Contentieux administratif

		similaires (Trano Aro Zo, MDPJ, PADFEM)		avec l'ordre des avocats
<p><b>Avancement du projet :</b> Le projet a été clôturé en Août 2021.</p>				
<p><b>Prochaines activités :</b> Lancement et mise en œuvre du projet MAFI 2.0 prévu à partir du mois d'Avril 2022 pour une durée de trois mois.</p> <p>Il s'agira plus spécifiquement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer la connaissance des groupes cibles en droit et en procédures, renforcé à travers la production de docu séries et organisation de conférence-débat thématiques ;</li> <li>- Identifier les éléments clés nécessaires à la mise en place de l'observatoire nationale de la justice ;</li> <li>- Mettre en place d'une clinique juridique.</li> </ul>				

## 1.2 Projet 2 : BAROCI

<b><u>Période de mise en œuvre</u></b>	Juin 2021-Février 2022
<b><u>Titre du projet</u></b>	<b>BAROCI (BAROmètre Citoyen)</b>
<b><u>Logo du projet</u></b>	
<b><u>Co-demandeurs/Partenaires</u></b>	ONG TOLOTSOA
<b><u>Montant du financement (Ariary)</u></b>	41 767 937,00 Ar
<b><u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u></b>	Expertise France et CFI Développement Medias
<b><u>Zones d'intervention</u></b>	23 régions de Madagascar
<b><u>Bénéficiaires du projet</u></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Citoyens ;</li> <li>• Organisations de la Société Civile ;</li> <li>• Décideurs politiques.</li> </ul>
<p><b><u>Contexte :</u></b></p> <p>La société civile a un rôle important dans l'évaluation des politiques publiques. En lien au quotidien avec les citoyens, la société civile est à jour des préoccupations et problématiques quotidiennes de ces derniers. C'est ainsi qu'elle entreprend des activités de plaidoyer en faveur des communautés</p>	

qu'elle défend. L'évaluation des promesses électorales, est une porte ouverte pour la société civile d'influencer le changement des différentes orientations stratégiques et actions de déclinaison du Plan de Mise en Œuvre de la Politique Générale de l'État.

L'ONG Ivorary avec l'appui de l'AFD, par le biais d'Expertise France et CFI, et en partenariat avec l'ONG Tolotsoa, dans le cadre du projet BAROCI ou Baromètre Citoyen a organisé des évaluations des Velirano par des consultants, autour de quatre (04) grandes thématiques, à savoir : (i) Gouvernance (ii) Economie et infrastructures (iii) Environnement et ressources naturelles (iv) Social et Culture.

Les résultats des analyses des consultants ont par la suite été restitués et travaillés auprès d'autres organisations de la société civile compétentes de chaque domaine thématique.

Afin d'inclure la participation citoyenne dans les évaluations des Velirano, le projet a mis en place comme outils d'analyse et de communication un site web et une application mobile opérationnel accessible à tout citoyen désirant, curieux et soucieux des réalisations de promesses électorales à travers les 23 régions de Madagascar.

**Objectif global** : Suivi-Evaluation des réalisations relatives aux promesses électorales inscrites dans le Plan Emergence Madagascar et le Plan Multisectoriel D'Urgence (PMDU)

Mise en place d'un cadre de suivi évaluation des politiques publique et recueil des données relatives à l'atteinte des Velirano/PEM et PMDU

**Objectif 1** : Valoriser la place de la société civile en tant qu'acteur citoyen engagé dans le contrôle et l'évaluation des actions étatiques.

La société civile a pu participer est reconnu comme étant un acteur dans l'évaluation des politiques publiques. Elle dispose d'un outil pour réaliser l'évaluation de la politique publique. De surcroît, l'évaluation menée par la société civile est également reconnue dans la proposition de loi sur l'évaluation des politiques publiques proposées par la députée de Madagascar Johasy Eleonore. Cependant, cette proposition de loi a été jugée par le Conseil du gouvernement comme ne relevant pas du domaine de la loi.

**Objectif 2** : Raffermer la politique d'open data à Madagascar et rendre publique toute information axée sur la mise en œuvre des promesses électorales.

Une application mobile/site internet est dédié aux citoyens pour leur permettre d'évaluer la réalisation du Président de la République et de son gouvernement. L'outil permet également d'accéder aux différentes documentations relatives à la mise en œuvre des politiques publiques.

**Résultats attendus:**

Résultat 1 :

- Le recrutement de l'équipe;
- Réunion de coordination et présentation des équipes;
- Lancement du projet le 11 août 2021 avec 35 participants.

Résultat 2 :

- Réalisation des revues documentaires et entretien auprès des ministères en charge;
- Conception d'un site web (et d'une application mobile);
- Collecte de données;
- Analyse de données.

Résultat 3 :

- Données collectées auprès des acteurs clés;
- Conception d'un site web et d'une application mobile opérationnelle;
- Sondages auprès de 1100 citoyens dans tout le pays;
- Analyse des données avec les bénévoles.

Résultat 4: Actions recommandées par les autres OSC

- Reporting et restitution.

**Détails des activités :**

<u>Résultats</u>	<u>Activités</u>
------------------	------------------



<p><b>Résultat A2.2 :</b></p> <p><b>Conception d'un site web (et d'une application mobile)</b></p>	<p>Après avoir recruté les consultants par thématique sur les volets gouvernance, culturel et social, économie et infrastructure, et environnement, nous avons procédé à la collecte des données au niveau des ministériels responsables.</p> <p>Le remaniement ministériel, survenu lors de la concrétisation de nos activités le 15 août 2021, et la promulgation de la loi instituant la 23ème région de Madagascar le 11 août 2021 avec l'annonce de la région Vatovavy, avaient perturbé l'organisation que nous avons mise en place pour les différents entretiens et collectes de données. Toutefois, les consultants ont pu réaliser plus de 80% de leur travail durant deux mois.</p> <p><b>A2.2: Conception de l'application mobile</b></p> <p>Entre-temps, nous avons collaboré avec des prestataires pour la conception du site web et de l'application mobile pour BAROCI afin que nous puissions mettre les données y afférentes suite aux travaux des consultants.</p>
<p><b>Résultat A2.3</b></p>	<p><b>A2.3: Collecte de données</b></p> <p>Tout au long du projet, les consultants ont effectué la collecte de données pour compléter au fur et à mesure le cadre logique du PEM et du PMDU. En raison du fait que le PEM n'a pas encore été officialisé, l'équipe du projet a dû commencer avec la version officieuse du mois de janvier 2021 pour commencer l'évaluation. D'ailleurs, compte-tenu du récent remaniement gouvernemental, des indicateurs ont été modifiés par certains ministres. Ce fut le cas du Ministère en charge de l'industrie et du commerce.</p>
<p><b>Résultat A2.4</b></p>	<p><b>A2.4: Analyse des données</b></p> <p>L'analyse des données consiste à regrouper toutes les évaluations faites par les consultants pour justifier la raison d'être de nos activités, qui est de savoir si les politiques publiques et</p>



	<p>électorales et de l'efficacité de la réalisation des dites promesses.</p>
<p><b>Résultat 4, les actions recommandées par les autres OSC</b></p>	<p><b>Activité 4: Restitution</b></p> <p><b>A4.1: Reporting</b> L'équipe de quatre (04) consultants a procédé à la rédaction du rapport final BAROCI. Les thématiques ont été les suivantes : gouvernance, économie et infrastructures, social, environnement et ressources naturelles.</p> <p><b>A4.2: Restitution</b> Les restitutions par thématique ont été effectuées en même temps durant quatre jours : le 16 novembre pour la thématique « Environnement », le 17 novembre pour la thématique « Gouvernance », le 18 novembre pour la thématique « Economie » et le 19 novembre pour la thématique « Sociale ». A la fin, les participants (Annexe 10 : Fiche de présence) ont proposé des actions pertinentes qu'ils trouvent utiles à exécuter, autres que celles dans le programme inscrit pour l'atteinte de chaque Velirano.</p> <p>Il est à noter cependant que le sondage au niveau des citoyens par le biais de l'application mobile reste à effectuer. Le sondage portera sur l'évaluation des citoyens de la réalisation des Velirano ou PEM/PMDU ainsi que la pertinence des programmes/réponses fournies par l'Etat.</p> <p>En raison de l'importance de l'échantillonnage, le projet a fait le choix de laisser l'organisation d'une restitution physique une fois le rapport BAROCI finalisé, et cela à la charge de l'ONG Ivorary et de ses partenaires.</p>

**Illustrations/Photos**

**ANDRY RAJOELINA**  
Président actuel (Jui-2018 - Dec-2023)  
Andry Nirina Rajoelina est l'actuel Président de la République de Madagascar. Ayant remporté l'élection présidentielle de 2018, il exerce sa fonction depuis le 19 janvier 2019 et en est donc à la moitié de son mandat. Il présente son plan de développement dans le Plan Emergence Madagascar sur la base de sa vision pour Madagascar, avec ses 13 Veirano

670 jours 15 heures 4 minutes 22 secondes

Tendance des avis basées sur 1087 sondages

**LÉGENDE**  
Reflète la tendance des choix sur l'ensemble des votes.  
Par niveau :

TRÈS EFFICACE	EFFICACE	NEUTRE	PEU EFFICACE	PAS DU TOUT EFFICACE
---------------	----------	--------	--------------	----------------------

Figure 4: Page d'accueil du site web BAROCI

**Impacts du projet (indicateurs objectivement vérifiables/SMART)**

Durant la réalisation, parmi les objectifs atteints étaient la mise en place du site web et de l'application mobile, suivi d'une restitution et consultation entre les OSC pour assurer la pertinence des évaluations des politiques publiques.

Le regroupement de plusieurs OSC et de jeunes citoyens intéressés, au nombre de 35 participants, dans la réalisation des promesses électorales durant 4 jours d'affilé, a permis de renforcer l'implication d'autres acteurs dans participation citoyenne. Lors de ces journées d'activités, nous avons proposé d'autres actions que les acteurs trouvent plus pertinentes à inclure dans les programmes des politiques publiques.

Comme évaluation d'impact, cela a été constatée dans la volonté de jeunes responsables à la participation vis-à-vis du projet BAROCI, suite aux retours des fiches d'évaluation émises, dont 85% satisfaites.

Le nombre de sondages prévus a été élargi de 900 à 1100 pour avoir une meilleure qualité de réponse.

#### **Avancement du projet :**

La réalisation sur le terrain a été confrontée à des défis tels que la non disponibilité des personnes-ressources à répondre à nos questions, reflétant une difficulté d'accès à l'information dans le pays. En outre, la version finale du « Plan Emergence Madagascar » n'a toujours pas été mise à disposition. Au mois de février 2022, le PNUD a lancé un appel d'offres pour le recrutement d'une équipe de consultants afin de reformuler les priorités stratégiques du PEM, rendant la version objet de l'évaluation obsolète. L'attente de l'officialisation du PEM a énormément retardé les travaux. Ainsi, nous avons décidé d'orienter l'évaluation vers la perception citoyenne et non selon les réalisations sur la base du PEM.

La restitution du rapport final des activités est prévue pour le 08 avril 2022. Une cinquantaine d'invités sont attendus, dont les représentants des ministères consultés lors des entretiens, les organisations de la société civile, et les représentants du secteur privé.

Concernant la visibilité du projet, nous avons pu concevoir les outils de communication suivants :

- 200 exemplaires de brochures avec les logos de toutes les parties prenantes ;
- 1 roll up ;
- 60 invitations pour le lancement;
- 50 invitations pour la restitution du rapport final;
- 1 article dans le site web de l'Ong Ivorary <https://www.ivorary.org/barometre-citoyen-baroci-un-indicateur-de-mesure-de-la-realisation-des-promesses-electorales-et-devaluation-des-politiques-publiques/>;
- 1 article dans la page facebook de l'Ong Ivorary <https://bit.ly/3fHC4PC>;
- 1 publication d'évènement sur le réseau sociaux de la page de l'Ong Ivorary <https://www.facebook.com/events/2937079236560822> ;
- Restitution du lancement de BAROCI sur Facebook <https://www.facebook.com/ivorary/posts/882869222581306/> ;
- Lancement de l'appel à bénévoles sur la page Facebook <https://www.facebook.com/ivorary/photos/a.256218778579690/888599272008301/>

#### **Retombées médiatiques**

##### **Télévision:**

- IBC NEWS DU 11 AOUT 2021 <https://www.youtube.com/watch?v=syEhABgmaAQ>  
42mn07 – 44mn50
- DREAMIN: LE JITE DU 11 AOUT 2021 <https://www.youtube.com/watch?v=R6sLvadKhEI>  
24mn09 - 27mn29

- VAOVAO MBS ALAROBIA 11 AOGOSITRA 2021  
[https://www.youtube.com/watch?v=LL0G\\_OLs8bA](https://www.youtube.com/watch?v=LL0G_OLs8bA)  
27mn17 - 29mn13

- RTA: #RTA\_CTUS Du Mercredi 11 Août 2021  
<https://www.facebook.com/officiel.rta/videos/332516915269497>  
9mn15 - 12mn56

- REAL TV : REAL NEWS/ NY VAOVAO MARINA MIVANTANA 14 AOUT 2021  
<https://www.youtube.com/watch?v=I0IVsOPpTxI>  
1mn04 - 3mn18

**Journal en ligne :**

- Media 24/7.mg 12/08/21 à 18h06  
<https://www.facebook.com/337158603621813/posts/796527307684938/?app=fbl>
- La Gazette de la grande île : 12/08/21 <http://www.lagazette-dgi.com/?p=61298&fbclid=IwAR2KUKtfUqIC8ITRNdC3j29AqEfV8zrsISsfZjAXwAFbN7IhJ6rMnGMLK9g>
- Orange actu Madagascar : 09/08/21 <https://actu.orange.mg/baroci-pour-mesurer-la-realisation-des-promesses-electorales-et-evaluer-les-politiques-publiques/>
- Studio Sifaka : 11/08/21 <https://www.studiosifaka.org/articles/actualites/item/4261-la-jeunesse-peu-impliquee-dans-la-vie-publique.htm>
- Studio Sifaka : 12/08/21 <https://www.studiosifaka.org/magazines/question-a-ho-ho/item/4271-baroci-l-application-pour-evaluer-les-promesses-electorales.html>
- Taniko Madagascar : 13/08/21 <https://tanikomadagascar.wordpress.com/tag/suivi-realisations/>

**Page Facebook de l'ONG Ivorary :**

<https://www.facebook.com/ivorary>

- 12 publications
- 18 204 personnes touchées par toutes les publications
- 92 partages

Réalisation et publication d'une vidéo de présentation du projet BAROCI le 17 janvier 2022 sur la plateforme youtube : [BAROCI \(Baromètre Citoyen\) - Présentation - YouTube](#)

### 1.3 Projet 3 : Suivi de la Transparence et de l'Effectivité des fonds COVID19

**Période de mise en œuvre**

Juillet 2020-Juillet 2022

<b><u>Titre du projet</u></b>	<b>Suivi de la transparence et de l'effectivité des fonds COVID19</b>
<b><u>Logo du projet</u></b>	 <p><b>STEF</b> <i>Suivi de la Transparence et de l'Effectivité des Fonds alloués aux réponses à la COVID-19</i></p>
<b><u>Co-demandeurs/Partenaires</u></b>	<p><b><u>Demandeur principal:</u></b> MSIS Tatao</p> <p><b><u>Co-demandeurs:</u></b> ONG Ivorary, TI-MG, CCOC, ONG Hitsy, OIMP, MSIS Tatao, ONG Tolotsoa, ONG Ravintsara</p>
<b><u>Montant du financement (Euros)</u></b>	250 000 Euros
<b><u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u></b>	Union Européenne
<b><u>Zones d'intervention</u></b>	<b>Couverture Nationale</b>
<b><u>Bénéficiaires du projet</u></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les ministères et institutions concernés par les allocations liées au Covid19 qui devraient avoir une compréhension et une pratique plus accrues de la transparence et de la redevabilité ;</li> <li>• Les organisations de la société civile nationales qui auront les capacités d'assurer le leadership et de se coordonner dans la conduite des suivis de la transparence et de la gestion des finances publiques ainsi que de mener les plaidoyers pour leur amélioration ;</li> <li>• Les OSC décentralisées (districts et communes) surtout les jeunes/OSC qui auront renforcé leurs capacités de suivi des allocations de l'Etat par la mise en place d'un mécanisme de suivi de l'effectivité des actions financées par les fonds publics dans leur localité ;</li> <li>• Les medias qui auront plus d'informations sur la gestion des fonds COVID-19 et des finances publiques en général et qui pourront mieux informer les acteurs et les citoyens de leur efficacité ou non ;</li> <li>• Les citoyens qui auront plus de connaissances sur les fonds alloués au COVID-19, la transparence et la destination de leur utilisation et qui par la suite, oseront de plus en plus réclamer la transparence et la redevabilité auprès des responsables.</li> </ul>

**Contexte :**

Depuis la découverte du Covid-19 à Wuhan en Chine, la situation a rapidement évolué. L'OMS a qualifié la situation en tant que pandémie le 11 mars 2020. Le virus s'est rapidement répandu tant au niveau des pays développés que des pays en développement. Face au contexte actuel de globalisation, notamment la libre circulation des biens et des individus, le sort du monde entier est lié. L'économie mondiale connaît ainsi une crise pas seulement sanitaire mais également sociale et économique.

Comme la majorité des pays dans le monde, Madagascar n'a pas été épargné par la pandémie du Covid-19 qui est toujours dans sa phase d'expansion sur le territoire. Le gouvernement a déclaré l'état d'urgence sanitaire le 21 mars 2020<sup>4</sup> : les frontières ont été fermées et les 03 villes d'Antananarivo/Analamanga, Toamasina/Atsinanana et Fianarantsoa/Haute Matsiatra placées en confinement, entraînant un fort ralentissement économique avec la fermeture de plusieurs entreprises et la mise en chômage partiel ou technique de milliers d'employés. Le secteur informel a également subi un grand coup car les petits commerçants de rue, les tireurs de pousse-pousse, les lavandières, etc. ont dû arrêter leur travail ou l'ont fait à mi-temps. Parallèlement aux mesures sanitaires pour lutter contre la pandémie, l'Etat a dû prendre des mesures économiques et sociales d'accompagnement des entreprises et de la population en reportant, entre autres, le paiement des impôts et en mettant en place des appuis pour certaines catégories de la population (chauffeurs de taxis, chauffeurs et receveurs de bus, laveuses...). Au niveau financier, en plus de ses ressources propres internes mises à mal par le report des recettes fiscales, l'Etat a bénéficié de dons d'entités privées et d'une forte mobilisation des partenaires techniques et financiers. Le Ministère de l'Economie et des Finances a ainsi publié un communiqué le 15 avril 2020, faisant état d'un financement de la part des partenaires techniques et financiers de plus de 440 millions d'USD. En tout état de cause, la pandémie a revu à la baisse les ambitions économiques du pays. La prévision de croissance a été rabaisée de 5.5% à 2.4% selon une évaluation de l'impact économique demandée par le FMI.

Si la lutte contre le covid-19 nécessite une mobilisation de tous, dans l'urgence, la société civile est aussi consciente du haut niveau de risques de détournement et d'utilisation inadéquate des fonds durant cette période délicate, avec, par exemple, un manque de visibilité quant à la destination des fonds, un recours abusif aux marchés de gré à gré. Les mécontentements et réactions des communautés et citoyens supposés bénéficier des aides et protections sociales ne cessent d'augmenter. Les compte-rendu sur l'utilisation des fonds aussi bien au niveau national que dans les régions et districts sont rares voire inexistantes. Selon une étude récente de la Banque Mondiale<sup>5</sup>, en moyenne 7,5% des sommes prêtées aux pays en développement finissent dans les paradis fiscaux. Ce qui dénote ainsi un risque important de corruption, surtout dans la pratique des procédures d'exécution budgétaire exceptionnelles où les contrôles administratifs et/ou politiques des actes du Gouvernement semblent être réduits au minima.

A ce titre, la société civile se mobilise et s'engage pour mettre en place un mécanisme de suivi de ces fonds, de la planification à l'allocation et jusqu'à leur utilisation. Le contexte particulier de déconfinement partiel nécessite cependant une méthodologie innovante pour l'obtention des données recherchées et le suivi efficace du processus. Le présent projet « Suivi de la transparence

---

<sup>4</sup> Décret N°2020 – 359 du 21 mars 2020 proclamant l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire de la République

<sup>5</sup> [Elite Capture of Foreign Aid, Evidence from Offshore Bank Accounts, World Bank, February 2020](#)

et de l'effectivité des fonds COVID-19 ou STEF» fait partie de cet engagement. Il est proposé par MSIS-Tatao en consortium avec CCOC, TI-MG, OIMP, ONG Tolotsoa, ONG SAHA, ONG HITSY, toutes des OSCs œuvrant dans l'amélioration de la gestion et de la transparence des finances publiques, la promotion de la redevabilité sociale et la lutte contre la corruption.

Madagascar à l'instar de beaucoup de pays le monde a dû faire face à la pandémie COVID19. Le pays est entré en situation d'urgence pour pouvoir répondre efficacement et rapidement aux besoins urgents de la communauté. Dans le cadre de ces procédures d'urgence, les risques de corruption sont élevés. Des scandales ont été révélés au grand jour, à l'exemple des affaires bonbons sucettes et du conflit d'intérêt.

### **Objectifs du projet**

#### **Objectifs généraux**

Le projet STEF contribue à deux principaux objectifs :

1. Les fonds alloués à la mise en œuvre des réponses de l'Etat à la pandémie sont gérés de manière transparente et atteignent leur destination/bénéficiaires.
2. Les OSC travaillant dans la gouvernance des finances publiques sont mobilisées pour mettre en place des mécanismes de suivi de la transparence et de l'efficacité de l'utilisation des budgets de l'Etat.

#### **Objectif spécifique**

***Le projet STEF vise à ce que « Les OSC soient renforcées pour assurer un suivi efficace de la transparence et de l'effectivité des ressources financières allouées aux plans et actions publiques de réponses à la pandémie COVID-19 »***

Pour atteindre cet objectif, les OSC doivent agir aussi bien au niveau national que sur le terrain, c'est-à-dire, au niveau régional, des districts, communes jusqu'aux Fokontany et faire connaître à l'Etat, aux partenaires et parties prenantes et surtout aux citoyens/communautés les résultats de leur suivi. Ainsi, l'atteinte des trois résultats ci-après est ciblée par ce projet.

### **Résultats attendus:**

ES1 : Les OSC sont renforcées dans le suivi de l'effectivité des décisions stratégiques & instruments & Marchés Publics liés au COVID-19 au niveau national.

ES2. Les OSC locales (district, commune et Fkt) et les citoyens s'impliquent avec efficacité dans le suivi-observation de la transparence et l'effectivité des fonds/ressources COVID-19 dédiés aux services pour les usagers/ bénéficiaires.

ES3- Les OSC s'engagent dans l'éducation des citoyens et acteurs sur les enjeux de la transparence de la gestion des finances publiques (Rôles/actions de OSC).

### **Détails des activités :**

- Les ministères et institutions concernés par les allocations liées au Covid19 qui devraient avoir une compréhension et une pratique plus accrues de la transparence et de la redevabilité,

- Les organisations de la société civile nationales qui auront les capacités d’assurer le leadership et de se coordonner dans la conduite des suivis de la transparence et de la gestion des finances publiques ainsi que de mener les plaidoyers pour leur amélioration.
- Les OSC décentralisées (districts et communes) surtout les jeunes/OSC qui auront renforcé leurs capacités de suivi des allocations de l’Etat par la mise en place d’un mécanisme de suivi de l’effectivité des actions financées par les fonds publics dans leur localité.
- Les medias qui auront plus d’informations sur la gestion des fonds COVID-19 et des finances publiques en général et qui pourront mieux informer les acteurs et les citoyens de leur efficacité ou non.
- Les citoyens qui auront plus de connaissances sur les fonds alloués au COVID-19, la transparence et la destination de leur utilisation et qui par la suite, oseront de plus en plus réclamer la transparence et la redevabilité auprès des responsables.

**ES1 : Les OSC sont renforcées dans le suivi de l’effectivité des décisions stratégiques & instruments & Marchés Publics relatifs au COVID-19 au niveau national**

Produit 11. Décisions/informations politiques, juridiques, programmatiques/budgétaires suivies et analysées

A111. Veille informationnelle régulière

Produit 12. Marchés publics suivis et observés

A121. Elaborer les outils et réaliser les formations pour le suivi des MP

A122. Réaliser le suivi des MP

Produit 13. Campagne de plaidoyer au niveau national

A131. Conduite de campagne de plaidoyer au niveau national

A132. Interpellation et dénonciation

ES2. Les OSC locales (district, commune et Fkt) et les citoyens assurent avec efficacité le suivi-observation de la transparence et l’effectivité des fonds/ressources COVID-19 dédiés aux services pour les usagers/ bénéficiaires.

Produit 21 : Plans régionaux/Districts de contingence ou de réponses au COVID-19 suivis (Rapports de suivi)

A211.: Engager les observateurs en valorisant les réseaux d’OSC observateurs actuellement fonctionnels au niveau de SAFIDY/ROHY et en partant de la capitalisation des acquis des OSC engagées dans le projet.

A212. Formation des OSC en matière de suivi et d’observation des plans locaux de réponses au covid19

A213. Réaliser les suivi-observations des plans/actions de réponses en matière de santé, de sécurité, des initiatives économiques, financières et de protection sociale

Produit 22. Transferts de fonds aux Communes et aux CSB suivis (Rapports de suivi)

A221. Sélectionner et engager les Responsables des Suivi-Observateurs Communaux (RSOC)

A222 : Réaliser la formation des Observateurs

A223. Réaliser les suivi-observations des subventions communales

A223. Disséminer les résultats

Produit 23. Actions des Comités Locaux au niveau des Fokontany (CLF-Loharano) pour la distribution des aides suivis (Rapports de suivi)

A221. Sélectionner et engager les Responsables des Suivi-Observateurs Fokontany (RSOF)

A222 : Réaliser la formation des Observateurs

A232. Réaliser le suivi-observation des actions des CLF et des distributions des aides/vivres aux vulnérables au niveau FKT

Produit 24. Suivi au niveau des bénéficiaires Cash pour la protection sociale (Rapports de suivi des TMNC/Tosika Fameno)

A241. Etablir la base d'échantillonnage et faciliter l'approche des bénéficiaires

A242. Opérationnaliser le Centre d'appel et de saisie

A243. Réaliser le suivi-observation des bénéficiaires par appel téléphonique grâce à un centre d'appel

Produit 25. Signalement via les Numéros Verts (Rapport de suivi)

A251. Elaborer le manuel de procédures & guide de travail de la cellule de conseil et d'assistance

A252. Recruter, former et rendre opérationnel les Numéros verts

A253. Traiter et produire des rapports sur les irrégularités et anomalies signalées

Produit 26. Investigation MALINA Journalistes

A261. Engagement des journalistes

A262. Travaux d'investigation et production d'articles/reportages

ES3. Les citoyens et acteurs sont informés et éduqués sur la transparence et l'effectivité de l'utilisation des fonds en réponses au COVID-19

Produit 31. Site Web et Réseaux sociaux fonctionnels

A311. Mettre en place le comité et l'équipe de rédaction des outils de diffusion

A312. Concevoir, mettre en place et animer le site web et une page Facebook

Produit 32. Bulletin d'informations

A321. Concevoir et éditer les numéros du bulletin

A322. Diffuser les bulletins

Produit 33. Série d'émissions / articles/ reportages avec les médias

A331. Réaliser des émissions radios et télé avec les médias nationaux et locaux

A332. Intervenir dans les émissions radios et tvs populaires

A333. Couvrir et diffuser les débats et les événements organisés par les OSCs

Produit 34. Campagnes d'éducation et de communication par les jeunes

A341. Elaborer de manière participative un plan d'éducation et de communication avec les OSCs jeunes

A342. Elaborer, produire et diffuser les outils et supports d'éducation et communication (spots tv et radios, affiches, dépliant)

A343. Former les OSCs jeunes à la mise en œuvre de la campagne

A344. Mettre en œuvre la campagne d'éducation et de communication dans les communautés de base

**Illustrations/Photos**

**ADIHEVITRA**  
«Fonds Souverain Malagasy» iarahana amin'ny Fidéle  
Randriamananjara, Roland Ratsiraka, Hery Rason.

**IK** KOTO Ny **ZOMA 19** novambra amin'ny **9 ora latsaka fahefany ALINA**

**RealTV** Ny **SABOTSY 20** novambra amin'ny **6 ora latsaka fahefany HARIVA**

**MA** Ny **SABOTSY 20** novambra amin'ny **8 ora sasany ALINA**

Logos: CCIC, OIMP, ONG, HESY, etc.

Figure 5: Participation de l'équipe du projet STEF au débat sur le Fonds Souverain Malagasy

**Impacts du projet (indicateurs objectivement vérifiables/SMART)**

- Production de sept (07) bulletins
- Plaidoyer effectif pour la mise en place d'un comité de pilotage (pour plus de concertation)
- Monitoring médias.

**Avancement du projet :**

- Analyse du cadre juridique et institutionnel de la gestion de l'urgence sanitaire ;
- Plaidoyer pour la transparence et la redevabilité des fonds covid19 ;
- Suivi et monitoring des programmes sociaux (Vatsy Tsinjo, Tosika Fameno, ...) ;
- Interpellation ;
- Analyse des rapports financiers du MEF ;
- Rédaction de plaintes et saisine des autorités compétentes.

1.4 **Projet 4 : Havoria, séminaire de la société civile malagasy**

<b><u>Période de mise en œuvre</u></b>	Jun 2020 à Août 2021 (extension de 2 mois)
<b><u>Titre du projet</u></b>	Havoria Séminaire de la société civile
<b><u>Logo du projet</u></b>	
<b><u>Co-demandeurs/Partenaires</u></b>	MSIS Tatao
<b><u>Montant du financement (Ariary)</u></b>	196 080 550,00 Ariary
<b><u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u></b>	Fanaingana-Appui à la société civile malgache Ambassade de France à Madagascar
<b><u>Zones d'intervention</u></b>	Analamanga
<b><u>Bénéficiaires du projet</u></b>	Jeunes Organisations de la société civile Grand public
<b><u>Contexte :</u></b>	Depuis 2014, les Organisations de la société civile se sont donnés rendez-vous chaque année sur initiative de l'Ambassade de France, dans le but de souligner leurs implications en se focalisant, ensemble, sur des thématiques spécifiques. En 2018, son organisation a été confiée au Fonds

Commun Multi Bailleurs d'appui à la société civile, qui est Fanainga afin qu'il puisse appuyer les OSC. C'est en 2021, que désormais, elles prennent en charge le relai en ce qui concerne sa réalisation et le choix des thématiques abordés. Fanainga et l'Ambassade de France demeurent néanmoins les partenaires du séminaire.

Le séminaire est organisé afin de répondre à deux objectifs spécifiques, d'une part, d'offrir aux OSC, un espace de partage d'expériences et de bonnes pratiques et d'autre part, d'inciter les autorités et les parties prenantes à considérer leurs points de vue et de collaborer avec.

En fin d'année 2019, il y a eu constatation de la précarité de l'espace civique à Madagascar, et la crise sanitaire n'a fait que détériorer la situation. C'est dans l'optique de l'amélioration de cet espace civique à Madagascar, qu'a été fait le choix des thématiques, qui correspondent chacune à un volet du séminaire, dont :

- L'accès à l'information, volet 1 ;
- L'accès aux espaces de concertation, volet 2 ;
- La protection des défenseurs des droits de l'homme, volet 3.

Le séminaire se fait appeler alors Havoria, pour souligner l'importance et la force de la cohésion des OSC. L'ONG IVORARY, compose le comité de pilotage du séminaire, elle est chargée de la coordination et de la communication avec le MSIS TATAO, responsable de l'administration financière, et de Ilontsera, pour la logistique.

#### **Objectifs du projet:**

- L'un des objectifs de Havoria, étant que Madagascar dispose d'une législation adaptée et effective sur l'accès à l'information ;
- Aussi qu'il y a un accroissement de la participation des femmes et des jeunes dans les espaces de prises de décision ;
- Et également, de promouvoir les droits des défenseurs des droits de l'homme afin qu'ils puissent être mieux protégés.

#### **Résultats attendus:**

- Adoption de la loi sur l'accès à l'information dans la mesure où le Gouvernement Malagasy, par le biais du Ministère de la Culture et de la Communication, s'y est engagé. Toutefois le processus d'élaboration du texte perdure depuis plus de 15 ans.
- Implication citoyenne de la population Malagasy, en particulier des femmes et des jeunes dans les espaces de décision, notamment les Structures Locales de Concertation ou SLC mises en œuvre par les projets des OSC (ONG SAHA, MSIS TATAO), mais aussi les espaces de concertation numérique, bien qu'ils ne soient pas encore accessibles à tous.
- Adoption d'une loi sur la protection des défenseurs des droits de l'homme afin que le cadre légal à Madagascar puisse être propice au respect des droits des défenseurs des droits humains et des activistes.

### **Détails des activités :**

Cette édition du séminaire, a eu trois (3) volets soit un volet par thématique, chaque volet a eu à réaliser des activités en rapport donc avec la thématique de base.

La première activité du séminaire a été son lancement officiel du 26 au 28 Mai, à l'Hôtel Colbert Antaninarenina avec la participation de SEM l'Ambassadeur de l'Union Européenne Giovanni Di Girolamo (en ligne via la plateforme zoom), de SEM l'Ambassadeur de France, Christophe Bouchard, de Madame la Présidente de l'Assemblée Nationale, Christine RAZANAMAHASOA tous les deux ayant participé à travers un discours pré-enregistré, et enfin le Chef d'équipe de Fanainga, appui à la société civile malagasy et enfin la prise de parole de Madame Harnelle RAKOTOBÉ en tant que représentante de la société civile. La cérémonie de lancement a également été rehaussé par la présence des hautes personnalités telles que la Présidente du Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité (CSI), la Présidente de l'Ordre des avocats, des représentants de la CNIDH, des représentants de la Friedrich Ebert Stiftung et de l'EISA, ainsi que l'intervention de nombreux panélistes lors des échanges et partages lors de tables rondes.

En outre les activités réalisées dans le cadre de Havoria, séminaire de la société civile malagasy édition 2021 sont les suivantes :

- **En ce qui concerne le volet 1 sur l'accès à l'information :**
  - Formation sur la légistique en partenariat avec l'Assemblée Nationale ;
  - Concours d'éloquence afin d'inciter à maximum la participation des jeunes ;
  - Mise en place d'un site web <https://havoria.org> pour inciter à des pratiques innovantes de consultations en ligne ;
  - Première consultation en ligne réalisée sur les 10 réformes apportées par la loi d'orientation portant système éducatif à Madagascar ;
- **En ce qui concerne le volet 2 sur l'accès aux espaces de concertation :**
  - Atelier de partage et de réflexion, il s'agissait d'une mise à niveau d'informations sur la connaissance de la SLC ;
  - Elaboration d'un guide d'introduction du genre dans les SLC et ateliers régionaux de vulgarisation du guide ;
  - Etude sur les pratiques en matière de concertation numériques au niveau des Collectivités Territoriales Décentralisées menée à travers Monsieur Thierry Xavier RAZAFIMAHARO dans les régions d'Analamanga, d'Analanjirifo, de Diana, d'Atsimo-Andrefana ;
  - Conférence afin de fédérer les acteurs clés sur la mise en place du Conseil Economique Social Culturel ;
- **En ce qui concerne le volet 3 sur la protection des défenseurs des droits de l'homme :**
  - Plaidoyer pour l'adoption d'une loi sur la protection des défenseurs des droits humains en collaboration avec le HCDDÉD et porté par le Ministère de la Justice ;
  - Enquête sur la connaissance des Fokonolona sur la notion d'activistes, l'équipe de Natural Justice et de Divers Unité a réalisé une étude visant à recueillir la définition de l'activisme par la société civile, ce qu'est un activiste des droits humains, si les gens sont prêts à dénoncer les actes illégaux, si les activistes sont assez protégés, et enfin ce qu'il faut faire pour améliorer la situation des activistes ;
  - Atelier d'identification des besoins et de mise en relation des activistes avec les partenaires techniques et financiers.

**Illustrations/Photos**



Figure 6 : Comité de pilotage du projet



**HAVORIA**  
Séminaire de la société civile malgache

en partenariat avec



**26-27-28 MAI 2021**  
*Espace de discussion, de concertation et d'interpellation*

## Le programme

<p><b>26 MAI</b>   <b>09h30</b> - Cérémonie d'ouverture</p> <p style="padding-left: 20px;"><b>10h30</b> - Table-ronde : Quel est votre rôle dans la promotion de la démocratie à Madagascar?</p>	<p style="padding-left: 20px;"><b>14h00</b> - Partage : La loi sur l'accès à l'information, où en est-on?</p> <p style="padding-left: 20px;"><b>15h30</b> - Partage : Transparence budgétaire, appliquée à Madagascar?</p>	<p><b>27 MAI</b>   <b>09h30</b> - Partage : Participation des jeunes et des femmes aux Structures Locales de Concertation (SLC)</p> <p style="padding-left: 20px;"><b>11h00</b> - Partage : Les espaces de concertation numériques</p>	<p style="padding-left: 20px;"><b>14h00</b> - Partage : Quelles voies de recours pour les défenseurs des droits humains?</p> <p style="padding-left: 20px;"><b>15h30</b> - Partage : La loi sur la protection des défenseurs des droits humains, où en est-on?</p>
<p><b>28 MAI</b>   <b>09h30</b> - Concours d'éloquence : Plaidoyer des jeunes pour l'accès à l'information et aux espaces de concertation</p>	<p style="padding-left: 20px;"><b>14h30</b> - Conclusion et pistes pour la suite de Havoria</p> <p style="padding-left: 20px;"><b>15h30</b> - Cérémonie de cloture</p>		

Programme exclusivement en **LIVE** sur [www.facebook.com/havoria](https://www.facebook.com/havoria)

Figure 7 : Programme du lancement officiel du projet



Figure 8 : Participants à la formation en légistique

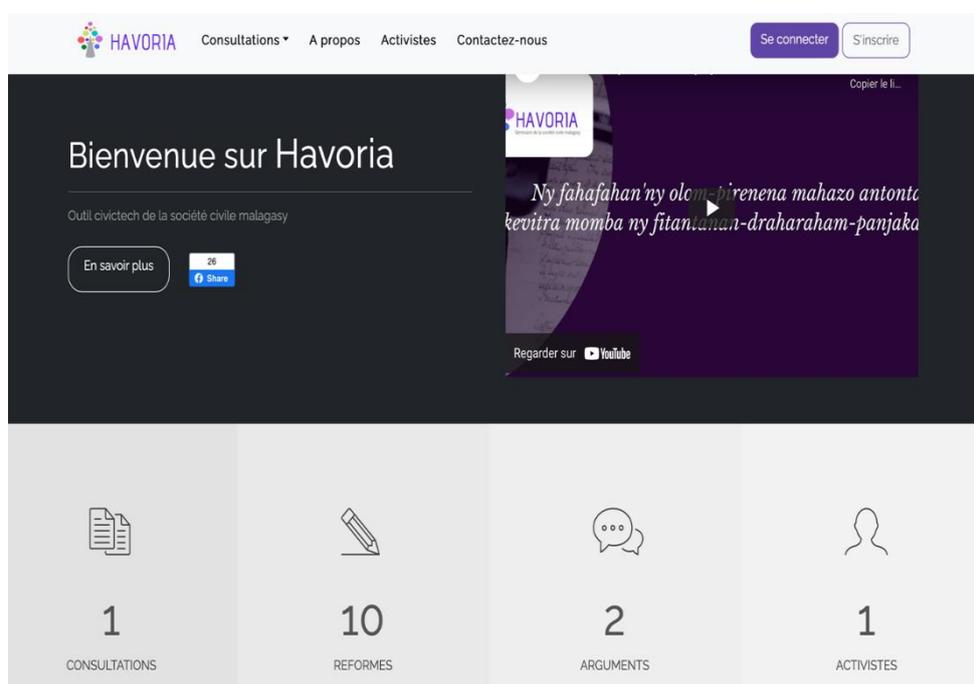


Figure 9 : Page d'accueil du site Web havoria.org pour les consultations en ligne

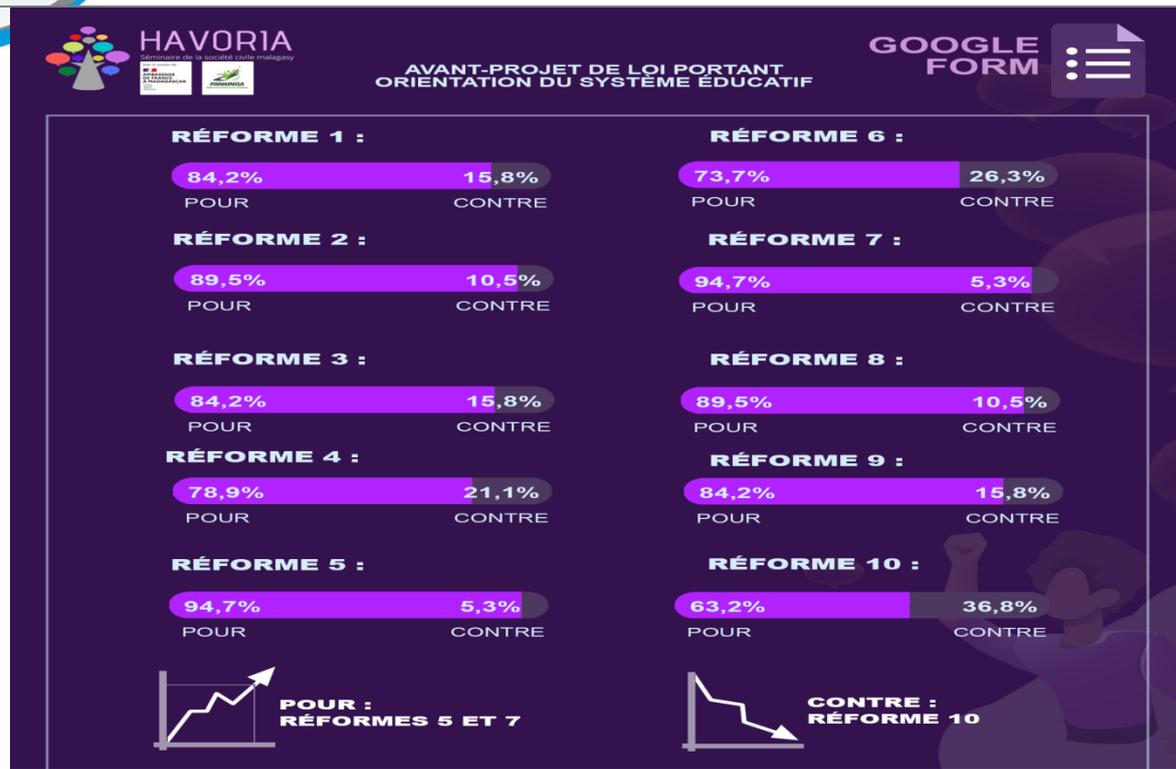


Figure 10 : Résultats de la première consultation en ligne sur les réformes de la Loi d'orientation du système éducatif

**HAVORIA**  
Séminaire de la société civile malagasy

*Atelier*  
Animé par l'ONG SAHA

Accès aux espaces de concertation :

**21 MAI**  
10h30

**"La participation des Organisations de la société civile et des citoyens dans les Structures Locales de Concertation"**

Événement exclusivement en **LIVE** sur [www.facebook.com/havoria](http://www.facebook.com/havoria)

Figure 11 : Annonce de l'atelier sur la participation des OSC et des citoyens dans les Structures Locales de Concertation

## LE CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL (CESC)



### LE CESC, OUTIL DE DEVELOPPEMENT

L'article 105 de la Constitution de la République Malagasy, dans son Sous-Titre III, prévoit la mise-en place du Conseil Economique, Social et Culturel ou CESC. « Le Conseil économique, social et culturel, saisi par le Gouvernement, donne son avis sur les projets de loi, d'ordonnance ou de décret ainsi que sur les propositions de lois qui lui sont soumis. Il est compétent pour examiner les projets et propositions de loi à caractère économique, social et culturel à l'exclusion des lois de finances. Il peut entreprendre, de sa propre initiative, toutes études ou enquêtes se rapportant aux questions économiques, sociale et culturelle. Ses rapports sont transmis au Président de la République. La composition, les attributions et le fonctionnement du Conseil économique, social, et culturel sont fixés par une loi organique »

C'est la troisième assemblée constitutionnelle de la République, après l'Assemblée Nationale et le Sénat, qui constituent le pouvoir législatif. Comme son nom l'indique, c'est un Conseil qui a une fonction consultative. Le CESC est saisi pour avis, conseille sur des projets de lois, d'ordonnance ou de décret ainsi que des propositions de lois à caractère économique, social et culturel. Le conseil suit aussi l'exécution des décisions du Gouvernement et évalue les politiques publiques relatives à l'organisation économique, sociale et culturelle. Le CESC est une assemblée constituée par le secteur privé, les syndicats et la société civile.

La mise en place de cette institution mettra donc plus d'assise à la République et favorisera la collaboration et le dialogue entre les acteurs de la vie publique et aidera incontestablement à la stabilité du pays. Relayant les efforts et initiatives pour mettre en place le CESC, quelques parlementaires, le FIVMAMA pour le secteur privé malagasy, syndicalistes et des membres du

Mouvement RHMU une large plate-forme d'organisations de la société civile malagasy se sont rencontrés le 10 décembre 2021.

La rencontre consistait à échanger des points de vue entre ces entités, à conforter la nécessité de mettre en place cette institution et à explorer ensemble les moyens pour faciliter sa mise en place. « Ce Conseil est un outil pour la transparence, l'émergence, l'efficacité, la redevabilité et l'inclusivité. Les pays dits émergents actuels ont prospéré avec la mise en place de leurs Conseils Economiques et Sociaux » a évoqué et la Députée élue à Vangandrano Johany Elenore.



Figure 12 : Article sur le Conseil Economique, Social et Culturel

Figure 14 : Invitation à l'atelier de consultation et d'identification des besoins en renforcement de capacités des activistes

### Impacts du projet (indicateurs objectivement vérifiables/SMART)

- Pour la société civile :



Figure 13 : Type de question pour évaluer la connaissance des citoyens sur la notion d'activisme

Rassemblement de tous les acteurs pour la mise en place de la transparence mais également la participation plus accrue des femmes et des jeunes, aux espaces de concertation que ce soit au niveau des communes que sur les espaces numériques.

Cela doit ainsi se faire par la mise en place de cadres légaux et la confiance mutuelle entre ces acteurs :

- La loi sur l'accès à l'information
- La loi sur la protection des défenseurs des droits humains.

- **Par les autorités publiques**

Au niveau de l'Assemblée Nationale notamment des travaux sont en cours pour la mise en place d'une entité pour faire le relai entre la société civile et cette institution. Aux dires de madame la présidente de l'Assemblée Nationale, lors du séminaire, cette institution est toujours ouverte aux propositions et aux dialogues avec la société civile, et la mise en place de cette structure renforcera cette collaboration.

- **Par les autres acteurs**

Une étroite collaboration est faite entre le ministère de la justice et la HCCDED dans l'élaboration de la loi sur la protection des défenseurs des droits humains.

La HCCDED souhaite travailler avec les OSC pour l'appuyer dans la mise en place de la démocratie à Madagascar par l'élaboration de différentes lois afin répondant véritablement aux aspirations de la population.

**Avancement du projet :**

Si initialement le projet ne devait durer qu'un trimestre, en raison de la situation sanitaire et de la difficulté de rassembler tous les acteurs, le projet a été clôturé finalement en Novembre 2021.

**Prochaines activités :**

Lancement de HAVORIA 2.0 pour l'édition de cette année 2022 avec un nouveau nom et de nouvelles thématiques, dont la première étape est l'organisation dans les prochains mois, d'un atelier de capitalisation.

Il s'agira plus spécifiquement de :

- Identifier les thématiques primordiales pour cette année 2022 ;
- Renforcer l'implication de la société civile, non seulement à Antananarivo mais également dans les régions ;
- Faire en sorte que les activités se fassent en simultanées à Antananarivo et dans les régions ;
- Maintenir la collaboration déjà initiée par l'édition 2021 avec les institutions et en solliciter de nouvelles.

## 1.5 Mission 1: OBS MADA

<b><u>Période de mise en œuvre</u></b>	Juin 2021 – février 2022
<b><u>Titre de la mission</u></b>	<b>OBS-MADA,</b>  <b>Résultat 2 : Mise en place du CCAP (Contrôle Citoyen des Actions Publiques)</b>
<b><u>Logo</u></b>	
<b><u>Co-demandeurs/Partenaires</u></b>	PNUD, MSIS Tatao, ONG Ravintsara, AIM, Alliance Voahary Gasy, Observatoire SAFIDY, Studio Sifaka
<b><u>Montant du financement (Ariary)</u></b>	85 000 USD
<b><u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u></b>	United Nations Peace building Fund
<b><u>Zones intervention</u></b>	Grand Sud de Madagascar (Menabe, Haute Matsiatra, Ihorombe, Atsimo-Andrefana, Anosy, Androy)
<b><u>Bénéficiaires du projet</u></b>	Jeunes et OSC des jeunes au niveau des communautés
<b><u>Contexte :</u></b>	
<p>On dit que les jeunes sont l’avenir d’un pays. À ce titre, leur engagement dans la vie publique de la nation est un gage certain pour l’édification d’un meilleur lendemain pour un pays. Madagascar dispose un avantage inestimable car sa population est extrêmement jeune, environ deux tiers de sa population a moins de 25 ans soit 64% de la population malgache<sup>1</sup>. A cet effet, Madagascar est doté d’une ressource humaine importante capable d’apporter des changements positifs pour le pays.</p> <p>Aujourd’hui, tous les pays du monde aspirent à la promotion d’une société pacifique et ouverte à tous aux fins du développement durable. C’est un processus irréversible auquel tout pays membres de l’Organisation des Nations Unies s’efforce d’atteindre et de réaliser. Toutefois, cet objectif est difficilement atteignable si la population n’est pas associée à ce processus en tenant compte de leurs besoin, mécontentement et frustration par rapport à la gestion des affaires publiques en général telles que l’insuffisance voire l’absence d’actions satisfaisantes de l’Etat par rapport à leurs besoins les plus élémentaires comme la sécurité de leur personne ainsi que de leurs biens. A cela s’ajoute la</p>	

pratique généralisée de la corruption au niveau des différents services administratifs, le manque de transparence venant aggraver la précarité des conditions économiques et sociales de la population, le manque de redevabilité des institutions, l'absence des jeunes dans la prise de décision politique, l'absence de participation des jeunes, absence de ressources des jeunes. Cette situation pourrait conduire à une situation conflictuelle irrémédiable qu'il serait difficile à contenir et mettrait ainsi en danger l'unité nationale. Aussi, des actions concrètes et immédiates sont plus que nécessaires afin de promouvoir et consolider la paix dans la société. Ces actions consistent à engager les jeunes des différentes régions pour devenir des promoteurs de la paix reconnus par les autorités publiques et crédités de la confiance des communautés.

Le projet OBSMADA: Observatoire des jeunes citoyens engagés pour une gouvernance plus inclusive, efficace et apaisée a été mis en place par le PNUD et l'ONG MSIS Tatao pour permettre aux jeunes de suivre et de disposer d'informations et de connaissances sur l'évolution des facteurs de conflits, les associer aux prises de décisions à travers des échanges avec les autorités/décideurs politiques et prendre en compte leurs recommandations et leurs actions.

Entre autres, l'observatoire des élections SAFIDY mis en place dans le cadre d'un processus lancé depuis 2017, a permis de capitaliser un dispositif de suivi et d'observation de la vie publique. En effet, l'observatoire SAFIDY a pu mobiliser un réseau fonctionnel de 7000 observateurs dont 45% de femmes, collaborer avec les partenaires institutionnels au niveau national, régional et local. Il a également acquis un certain nombre d'expériences inestimables en matière de promotion de transparence et de redevabilité, en l'occurrence : l'élaboration d'un livre blanc consignant les aspirations citoyennes, la mise en place d'une cellule de veille, le monitoring des institutions électorales, la sensibilisation et l'éducation citoyenne en matière électorale, l'élaboration de guide en matière de contentieux électoral et sa vulgarisation auprès des jeunes et des femmes.

Etant membre actif de l'observatoire de SAFIDY et acteur incontournable dans les différentes activités de promotion de redevabilité auprès des institutions, l'ONG Ivorary collabore ainsi avec le PNUD et MSIS Tatao dans la mise en œuvre du projet OBS MADA.

### **Objectifs de la mission**

De manière générale, la mission a pour but d'accompagner les jeunes à s'engager dans la promotion d'une société pacifique à travers leur contrôle citoyen des actions publiques.

Plus spécifiquement, la mission vise à :

- Prioriser les thématiques des actions publiques à contrôler en associant les jeunes, les femmes et les différents acteurs de développement ;
- Mettre en œuvre le contrôle citoyen des actions publiques de façon à prévenir les conflits au sein de la société.

### **Résultats attendus:**

- Les thématiques à traiter dans le CCAP sont identifiées et priorisées
- Le manuel et les outils pour mener le CCAP sont élaborés et validés par les PMO et les autres partenaires
- Les jeunes au niveau des 6 régions d'intervention sont sensibilisées sur le CCAP

- Les jeunes au niveau des six régions sont formés à la conduite du CCAP puis sont capables de mener des actions de contrôle

**Details des activités :**

- Organisation des ateliers de concertations régionales pour prioriser et valider les actions publiques
- Organisation des séances d'informations/formations et mobilisation des jeunes pour les CCAP
- Elaboration des outils/guide de formation de CCAP
- Conduite des campagnes de sensibilisations et des séances de formation pour les jeunes
- Identification et sélection des participants/jeunes sensibilisés et ayant bénéficié des formations générales (A112), sélection/recrutement et répartition des jeunes observateurs CCAP
- Mise en œuvre de la formation des jeunes observateurs sélectionnés/recrutés

**Illustrations/Photos**



Figure 15 : Atelier de concertation à Ambovombe, octobre 2021



Figure 16: Atelier de validation des outils et guide CCAP, décembre 2021

**Impacts du projet (indicateurs objectivement vérifiables/SMART),**

Résultat/Produit	Indicateurs	Point de référence	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Source et moyens de vérification
<b>Résultat 2</b> <b>Les jeunes sont engagés dans les contrôles citoyens des actions publiques en faveur de la paix</b>	Indicateur 2.1 Nombre de services/actions publiques contrôlés	0	270	0	Rapports de CCAP Rapport d'activités Rapport final du projet
	Indicateur 2.2 Nombre de jeunes impliqués dans les CCAP	0	700	0	Base de données des jeunes Fiche de présence formations
Produit 2.1 Thématiques des actions publiques à contrôler définies par les jeunes et les différents acteurs de développement	Indicateur 2.1.1 Nombre de thématiques régionales couvertes par le CCAP	0	19	19	Note synthétique des thématiques prioritaires et validées
	Indicateur 2.1.2 <i>Nombre de jeunes sensibilisés/formés sur les principes du CCAP par rapport aux thématiques cibles</i>	0	1350	123 jeunes	Rapports d'ateliers de concertation et priorisation thématiques régionaux Nombre de jeunes ayant participé aux ateliers de concertation et ayant bénéficié une

				introduction et sensibilisation générale sur les CCAP	
Produit 2.2 Contrôle citoyens des actions publiques mis en oeuvre	Indicateur 2.2.1 Manuel thématique de CCAP (Outil Tafita/Tombana Anamafisana ny Fandriampahalemana Ifotony ataon'nyTanora)	0	5	0	Manuels thématiques
	Indicateur 2.2.2 Nombre de jeunes formés sur l'outil CCAP Tafita	0	540	0	Base de données des jeunes Fiche de présence
	Indicateur 2.3.2 Nombre de CCAP réalisés et diffusés	0	3	0	Rapport d'activités

**Avancements du projet :**

**Produit 2.1 : Thématiques des actions publiques à contrôler définies par les jeunes et les différents acteurs de développement**

**Activité 2.1.1: Organiser des ateliers de concertations régionales pour prioriser et valider les actions publiques**

- Action 2.1.1.1 : Approfondissement & analyse des contextes à partir de revue documentaire complétée par des entretiens et réunions techniques avec les parties prenantes
- Action 2.1.1.2: Mobilisation des acteurs publics et communautaires cibles par les équipes régionales du projet et les Ministères (MJS et MPPSPF) et recrutement de l'équipe régionale
- Action 2.1.1.3: Préparation et conduite des ateliers de concertation dans les régions et organisation des six conférence débat thématiques
- Action 2.1.1.3 Atelier national de validation des portes d'entrée ou les thématiques/actions publiques à contrôler

**Activité 2.1.2: Organiser des séances d'informations/formations et mobilisation des jeunes pour les CCAP :**

- Action 2.1.2.1 : Recrutement des animateurs sensibilisateurs
- Action 2.1.2.3 : Elaboration des outils et matériels de sensibilisation

**Produit 2.2. Contrôles citoyens des actions publiques mis en œuvre**

**Activité 2.2.1. Elaborer les outils/guide de formation de CCAP**

- Action 2.2.1.1. Atelier de capitalisation des acquis nationaux/internationaux notamment l'ECB et le BQP déjà appliqués et éprouvés par MSIS-Tatao
- Action 2.2.1.2. Atelier de restitution et de validation des outils/guide de formation d'un CCAP.

1.6 Mission 2 : CIVICUS

<b><u>Période de mise en œuvre</u></b>	Prévu Aout 2021 à Novembre 2021  Début d'activités : Septembre à Décembre 2021 (en cours)
<b><u>Titre du projet</u></b>	<b><u>Civicus – Grassroots changemakers</u></b>
<b><u>Logo du projet</u></b>	 
<b><u>Co-demandeurs/Partenaires</u></b>	Green'N'Kool Madagascar, initiateur du projet Grassroots Changemakers à Madagascar; Séminaire de la Société civile Havoria
<b><u>Montant du financement (Ariary)</u></b>	8 000 USD
<b><u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u></b>	CIVICUS - Plateforme de concertation citoyenne Havoria
<b><u>Zones d'intervention</u></b>	Analamanga – Menabe – Anôsy - Androy
<b><u>Bénéficiaires du projet</u></b>	Groupes-cibles vulnérables: activistes de terrain, OSC rurales et informelles, communautés de base ;
<b><u>Contexte :</u></b>	<p>Selon Civicus, « les groupes et mouvements de base ouvrent la voie à la justice sociale, économique, politique et environnementale dans le monde entier. Cependant, ils manquent souvent de reconnaissance et d'accès à des ressources financières et non financières adéquates pour travailler et assurer leur bien-être mental et financier ». Tel est le cas de nombreux mouvements militants tant formels qu'informels, non répertoriés à Madagascar. Aucun texte légal ne prévoit</p>

spécifiquement ce phénomène social alors que les militants souffrent d'insécurité, de violence tant physique que morale.

Ils semblent invisibles, leurs actions sont de faible portée et l'exercice de leurs libertés civiques et politiques s'en trouvent limitées, voire même, menacées. Il en résulte une répercussion négative sur le taux d'implication des jeunes citoyens, des femmes, des personnes handicapées et tout autre acteur citoyen engagé sur une thématique donnée. Leur image fait l'objet de controverses, d'amalgames par rapport au vandalisme public ou au statut d'opposition politique. Leur faible visibilité internationale et leur incapacité de financement des projets en cours ont pour effet de limiter encore plus leur impact sociétal.

Pour y remédier, le projet Grassroots Changemakers prévoit l'**opérationnalisation d'une structure de dialogue entre les activistes nationaux sans distinction et les partenaires internationaux intéressés à appuyer les projets locaux existants.**

### **Objectifs du projet**

- Le projet prévoit de créer une plateforme sécurisée de dialogue des activistes de terrain avec les partenaires techniques-financiers pour faciliter la réalisation des activités locales existantes.

Plus spécifiquement :

- Consulter les activistes à la base pour identifier les typologies d'activisme répertoriées ou non existant au niveau des régions d'intervention du projet ;
- Définir le contexte de leurs actions : évolution et portée des activités locales, contraintes ou violences au quotidien, et recommandations pour sécuriser leur statut et activités ;
- Mettre en lien les activistes avec les PTF pour une meilleure visibilité de leurs réalisations;

### **Résultats attendus:**

- Les activistes de différents secteurs d'activité, formels ou non, sont recensés/identifiés au niveau des régions ciblées par le projet ;
- Les militants en cours d'activité ont l'opportunité d'exprimer leurs besoins tant professionnels que personnels pour mener à bien leur mission, notamment sur leur propre sécurité et bien-être ainsi que la pérennité de leurs actions (accompagnement psychologique, protection individuelle, appui financier, montage de dossier de financement, défense/avocat, ...);
- Les activistes ciblés au niveau des régions et les Partenaires techniques et financiers intéressés par leurs plaidoyers ont la possibilité de discuter directement pour amplifier l'impact local de leurs actions.

### **Détails des activités :**

En pratique, les activités se déroulent selon le plan suivant:

- Phase de Conceptualisation et cadrage de l'activisme auprès des acteurs concernés au niveau des régions ciblées (Menabe, Anosy, Androy et Analamanga);
- Ateliers régionaux de consultation et d'identification des besoins en renforcement de capacités des activistes;
- Mise en place d'une plateforme de dialogue et de plaidoyers en faveur des activistes de terrain auprès des potentiels partenaires financiers;

**Illustrations/Photos**



Figure 17: Campagne pour la visibilité, la reconnaissance et la protection des activistes – Région Analamanga



Figure 18: Travaux de réflexion et Story-telling des participants sur les contraintes et défis liés au statut d'activiste-militant (région Analamanga)

Figure 19: Rencontre virtuelle entre les porteurs à projet (militants) et les partenaires techniques et financiers nationaux et internationaux





Figure 20: Echanges virtuels entre les activistes de la région Analamanga et la représentante du partenaire extérieur Civicus sur les opportunités d'appui aux activités locales

### **Impacts du projet (indicateurs objectivement vérifiables/SMART)**

- **Pour les activistes :**
  - Nombre croissant des activistes identifiées et actifs dans la vie publique ;
  - Augmentation des plaidoyers pour la reconnaissance et la protection juridique des activistes ;
  - Echanges directs et faciles avec les partenaires techniques et financiers sur la plateforme ;
  - Facilitation des échanges sécurisés d'informations entre activistes ;

### **Avancement du projet :**

#### Activités réalisées:

- Atelier de consultation et d'identification des besoins en renforcement de capacités des activistes – région Analamanga
- Rencontre des activistes avec les partenaires financiers favorables aux projets activistes locaux (Webinar)
- Enquête-storytelling sur la diversité des profils activistes pour la protection des Droits de l'Homme à Madagascar ( Diégo, Analamanga, Morondava, Androy-Anosy, Fianarantsoa)
- Création et animation d'un Blog dédié aux activistes et publication sur les réseaux sociaux (facebook)

#### Activités en cours de réalisation pour les régions restantes:

- Identification des activistes et définition des impacts et du potentiel des projets militants locaux sur les régions Androy-Anosy et Menabe;
- Atelier de consultation et d'identification des besoins en renforcement de capacités des activistes au niveau des régions restantes;
- Recueil de témoignages régionaux pour alimenter la plateforme virtuelle de dialogue entre activistes.

### 1.7 Mission 3: Formation plaidoyer PFSCE

<b><u>Période de mise en œuvre</u></b>	Décembre 2021
<b><u>Titre du projet</u></b>	Formation en plaidoyer
<b><u>Logo du projet</u></b>	Néant
<b><u>Co-demandeurs/Partenaires</u></b>	<u>Ivorary uniquement</u>
<b><u>Montant du financement (Ariary)</u></b>	300 000 MGA
<b><u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u></b>	PFSCE
<b><u>Zones d'intervention</u></b>	Antananarivo
<b><u>Bénéficiaires du projet</u></b>	Organisation de la société civile
<b><u>Contexte :</u></b>	
La PFSCE a sollicité l'ONG Ivorary pour renforcer les capacités des OSC au sein de la PFSCE en matière de plaidoyer.	
<b><u>Objectifs de la mission</u></b>	
Renforcement de la capacité des OSC de la PFSCE en plaidoyer	
<b><u>Résultats attendus:</u></b>	
Connaissance des techniques de plaidoyer	
Mise en pratique du plaidoyer	
<b><u>Détails de la formation:</u></b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation de vingt représentants de la société civile ;</li> <li>- Atelier de partage sur les techniques et bonnes pratiques de plaidoyer ;</li> <li>- Elaboration d'un plan de plaidoyer.</li> </ul>	

**Illustrations/Photos**



Figure 21: Participants à la formation

**Impacts du projet (indicateurs objectivement vérifiables/SMART)**

- Élaboration d'un plan de plaidoyer
- Mise en pratique du plaidoyer au quotidien

## 2 Bilan des actions de plaidoyer

### 2.1 Justice et lutte contre la corruption

#### 2.1.1 Protection des lanceurs d'alerte

**Contexte :**

Un ancien employé du Ministère de la santé publique, appelé Ravo Nambinina Ramasomanana, a fait l'objet d'une poursuite pénale après avoir dénoncé des abus et faits de corruption au sein de ce ministère dans le cadre de la gestion de la lutte contre la pandémie de covid-19. En mai, il a fait savoir en public à travers une vidéo largement diffusée sur YouTube et les réseaux sociaux, des cas de magouilles et détournements de deniers publics qu'il a découverts au sein du Ministère de la Santé publique, avec des preuves à l'appui. Ce dernier a, ensuite, déposé une plainte dénonçant ces cas de corruption au niveau du Pôle anti-corruption. Ses dénonciations ont été étayées par une investigation journalistique menée par le réseau MALINA de Transparency International – Initiative Madagascar,

dont les résultats ont été publiés le 13 juin 2021. Depuis, les acharnements contre lui se sont succédés. Il est actuellement poursuivi pour atteinte à l'ordre public, incitation à des troubles politiques graves, incitation à la haine du gouvernement et transgression aux lois en vigueur en vertu s articles 89, 90 et 91 de la loi 84-001 du 12 juin 1984. L'Etat malagasy s'étant constitué partie civile contre lui. Une coalition d'OSC a donc décidé d'interpeller le gouvernement à travers un communiqué.

**Objectifs :**

- Soutenir Ravo Nambinina et les autres lanceurs d'alerte ;
- Exhorter les autorités à cesser de s'acharner sur les lanceurs d'alerte ;
- Relancer le processus d'adoption du projet de loi sur la protection des défenseurs des droits de l'homme.

**Cibles :** Ministère de la justice et tout le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif, les partenaires techniques et financiers.

**Partenaires :**

- CCOC ;
- Civicus ;
- Divers'Unité;
- Green N Kool;
- Mouvement Rohy;
- ONG Tolotsoa;
- Amnesty International ;
- Transparency International Initiative Madagascar (TI-MG).

**Activités et résultats :**

- Publication d'un communiqué (14 Novembre 2021) ;
- Soutien physique de Ravo Nambinina lors des audiences.

**Verdict :** le lanceur d'alerte n'a pas encouru de peine d'emprisonnement.

### 2.1.2 Candidature de la société civile au sein du Conseil Supérieur de la Magistrature

**Contexte :**

Dans le but d'assurer l'indépendance de la justice, comme le prévoit la Constitution dans son article 107, le Conseil supérieur de la Magistrature (CSM) a été mis en place. Une personnalité choisie hors de la magistrature par une entité fédérative des organisations de la Société Civile de Madagascar parmi les candidats proposés par les associations œuvrant pour les droits de l'homme fait partie des membres du CSM selon l'article 2 de la loi 2007-039. Les membres sont appelés à siéger pour une durée de 3 ans. Et comme le mandat des membres du CSM est arrivé à son terme en 2021, la désignation et l'élection des nouveaux membres à part la société civile a été réalisé.

**Objectifs :**

- Instaurer une bonne pratique dans la sélection des représentants de la société civile au sein des différentes instances de participation ;
- Organiser une élection pour le représentant de la société civile au CSM.

**Cibles :** Conseil Supérieur de la Magistrature et Ministère de la justice.

**Partenaires :**

- Fanainga, Appui à la société civile malgache ;

- OSC membres du mouvement ROHY ;
- Transparency International Initiative Madagascar.

**Activités et résultats :**

- Elaboration des termes de référence pour la sélection du représentant de la société civile au sein du CSM ;
- Elaboration d'une charte de bonne conduite des candidats ;
- Sollicitation de l'appui de Fanainga dans l'organisation des élections
- Rencontre avec le SG du CSM et le Ministre de la justice.

Malgré ces actions, le processus n'a pas encore été lancé à la fin de l'année 2021.

### 2.1.3 PAC

Le Directeur Exécutif de l'ONG Ivorary s'est porté candidat pour représenter la société civile au sein du comité de suivi évaluation des Pôles Anti-corruption. Il a été la seule candidature et a été élue à l'unanimité. Une enquête de moralité a été lancée à son encontre. Suite à cela, son nom a été transmis par le Ministère de la Justice en vue d'un décret de nomination.

### 2.1.4 Journée internationale de lutte contre la corruption

**Contexte :**

Chaque année, la Journée Internationale de Lutte contre la corruption est célébrée le 9 décembre. Pour l'année 2021, l'ONG Ivorary a souhaité marquer cette journée par l'organisation d'une conférence-débat en ligne axée sur la lutte contre la corruption dans l'accès à la justice à Madagascar. Elle s'alignait de près avec la semaine des droits humains du 7 au 10 décembre 2021. Le droit des citoyens à une justice intègre et sans discrimination a été mis en exergue, renforcé par l'article 7 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, « Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination ». La conférence-débat a ainsi porté sur les « Enjeux et perspectives de la lutte contre la corruption dans l'accès à la justice à Madagascar ».

**Objectifs :**

De manière globale, la conférence-débat visait à confronter les points de vue et solutions apportées par les différents acteurs de la justice dans la lutte contre la corruption dans ce milieu.

Spécifiquement, il s'agissait de :

- Identifier les difficultés rencontrées par rapport à l'effectivité de la lutte contre la corruption au niveau des différentes juridictions ;
- Relater les différentes formes de corruption dans le milieu de la justice ;
- Faire un rappel sur les principaux responsables dans le milieu de la justice et leurs rôles dans la lutte contre la corruption ;
- Proposer les mesures à prendre pour une réduction effective cas de corruption dans le milieu de la justice.

**Cibles :** citoyens malgaches victimes ou témoins de cas de corruption dans le milieu de la justice, organisations de la société civile, grand public

**Partenaires :**

- Transparency International - Initiative Madagascar
- ONG Tolotsoa
- ONG Ravintsara
- MSIS Tatao
- CCOC
- Mouvement ROHY

**Résultats :**

La conférence-débat a vu la participation de :

- M. Meloniaina Herizo RAZAFINJATOVO, chef de service de l'Ethique et de la Prévention au sein du Ministère de la Justice ;
- Mme Faramalala RAKOTOARISOA, Directeur Territorial du BIANCO Antananarivo ;
- Mme Daniella RAZAFIMAHERY, Conseillère au sein du PAC ;
- Mme Ketakandriana RAFITOSON, Directrice Exécutive de TI-MG.

Les difficultés dans l'effectivité de la lutte contre la corruption dans le milieu de la justice ont été constatées, principalement par non connaissance par les justiciables de leurs droits et des processus de traitement d'une affaire judiciaire, mais également la peur des citoyens de porter leur affaire en justice sous peine de représailles. Les participants ont, en outre, informé l'audience sur les services en charge de prendre directement les mesures face à un cas de corruption, et sur la limite des compétences des institutions telles que le Pôle anti-corruption.

Plus de 400 personnes ont visionné la conférence-débat, qui a duré deux heures, la diffusion du reportage sur l'accès à la justice ayant été incluse dans le programme.

## 2.2 Elections

### 2.2.1 Election représentants de la société civile au sein de la CENI

**Contexte :**

En vue du renouvellement des membres du bureau permanent de la Commission Électorale Nationale Indépendante, la Société Civile est invitée à élire leurs représentants qui vont siéger au sein de la formation permanente pour la première mise en place de la Commission Electorale Nationale Indépendante, conformément aux dispositions de l'article 114 de la loi n° 2015-020 du 19 octobre 2015 susvisée.

Une Commission ad hoc, composée d'un représentant de chaque association ou organisation de la société civile légalement constituée inscrite dans la liste établie par la Commission Electorale Nationale

Indépendante, elle doit être créée pour organiser dans les plus brefs délais l'élection des deux personnalités issues des organisations de la société civile.

**Objectifs :**

- Création d'une Commission ad hoc pour organiser dans les plus brefs délais l'élection
- Élection des deux représentants des OSCs

**Cibles :** Les organisations de la société civile

**Résultat :**

A l'issue de l'élection, RAVALITERA Jacques Michael de l'association ASD et ANDRIAMALAZARAY Andoniaina, président national du KMF/KNOE ont été élus par les 15 représentants de la SC et vont siéger à la formation permanente pour la première mise en place de la Commission Electorale Nationale Indépendante pour un mandat de 6 ans non renouvelable. Le candidat de l'ASD a obtenu onze voix des suffrages exprimés tandis qu'Ando Andriamalazaray, quant à lui, en a obtenu quatre.

## 2.3 Education

### 2.3.1 Organisation journée internationale de l'éducation

L'équipe de l'ONG Ivorary en collaboration avec l'alliance stratégique des OSC de l'éducation a célébré la journée internationale de l'éducation sous la thématique « Rôle de l'enseignant dans le développement ». Une conférence débat retransmise sur les réseaux sociaux a été organisée. Elle a vu la participation du Ministère de l'Education Nationale, du SEMPAMA, de la société civile et de l'INFP. L'ONG Ivorary a eu l'appui financier de l'UNESCO et l'appui technique de l'UNICEF dans l'organisation de la journée.

### 2.3.2 Plaidoyer sur l'effectivité de la gratuité de l'enseignement primaire

**Revision de la loi n° 2008-011 du 20 juin 2008 modifiant certaines dispositions de la loi n° 2004-004 du 26 juillet 2004 portant orientation generale du systeme d'education, d'enseignement et de formation**

**Contexte :**

A l'instar de nombreux pays du monde, Madagascar s'est engagé pour une éducation primaire gratuite, obligatoire et de qualité. A ce titre, le pays a adhéré à un certain nombre d'instruments internationaux. En plus de cela, le pays a intégré cette reconnaissance dans sa Constitution et dans différents textes législatifs. Cependant, force est d'admettre que la loi n° 2008-011 du 20 juin 2008 modifiant certaines dispositions de la loi n° 2004-004 du 26 juillet 2004 portant orientation générale du Système d'éducation, d'enseignement et de formation ainsi que les politiques publiques mises en œuvre par le gouvernement ne sont pas nécessairement en conformité vis-à-vis des engagements auxquels Madagascar a souscrit.

Les organisations de la société civile (OSC) spécialisées dans l'éducation, dans leurs rôles de plaidoyer, de watchdog, de sensibilisation et d'éducation se sont donc fédérées autour d'une alliance stratégique

pour mettre en diapason et amplifier leur voix. C'est dans ce sillon que s'inscrit le présent projet consistant à évaluer le cadre légal et les politiques publiques

**Objectifs :**

De façon générale, l'initiative a pour but de renforcer le rôle de la société civile dans son plaidoyer pour l'amélioration des instruments juridiques nationaux et une meilleure appropriation des politiques publiques existantes.

Plus spécifiquement, il s'agira d'aligner le cadre juridique et les politiques publiques aux engagements internationaux auxquels Madagascar a souscrit en :

- recueillant l'avis des parties prenantes sur la législation nationale ;
- associant dans l'évaluation des instruments nationaux

**Cibles :** Le Ministère de l'Éducation Nationale (MEN), le Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (MEETFP), le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESupReS) et les organisations de la société civile (OSC) spécialisées dans l'éducation.

**Partenaires :**

- Les organisations de la société civile (ONG nationales et internationales) ;
- CELCO ;
- MEN ;
- MEETFP ;
- MESUPRES ;
- Directions Nationales de l'Enseignement Privé ;
- Partenaires Techniques et Financiers : UNICEF, UNESCO

**Activités / Résultats**

• **Consultation des OSC**

Une fois l'audit juridique réalisé, l'alliance stratégique des OSC de l'éducation a organisé un atelier de consultation des parties prenantes, essentiellement la société civile pour (i) identifier ensemble les objectifs/orientations de la loi (ii) recueillir les aspirations citoyennes (iii) restituer à chaud les résultats préliminaires de l'audit juridique (iv) collecter les réalités relatifs au droit à l'éducation.

Une fois les données collectées, l'équipe de juristes a procédé à la triangulation et la synthèse des données pour formuler les recommandations au sein d'un unique tableau détaillant les recommandations de modifications et/ou de rajouts de ladite loi.

• **Vidéo de sensibilisation sur le droit à l'éducation**

L'éducation est bien reconnue comme étant un des piliers du développement. Pourtant, l'inégalité d'accès à une éducation de qualité est très visible à Madagascar, avec une large différence entre la situation dans les grandes villes et celle dans les régions enclavées. A cela s'ajoute le manque d'infrastructures de norme adaptés aux besoins pédagogiques et aux conditions physiques de chaque

apprenant. C'est dans ce cadre-là que l'ONG Ivorary a souhaité promouvoir le droit de toute personne à l'éducation, tel qu'il est énoncé à l'Article 26 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

La réalisation de cette vidéo de sensibilisation visait à :

- Rappeler les points importants composant le droit à l'éducation ;
- Valoriser l'éducation inclusive et les efforts devant être entrepris pour un meilleur accès à l'éducation, notamment des personnes handicapées ;
- Rappeler les différents acteurs concernés dans la mise en application du droit à l'éducation ;
- Faire agir les principaux responsables dans la lutte contre la corruption dans le secteur de l'éducation.

La vidéo a été publiée sur Youtube et la page Facebook d'Ivorary en août 2021, actuellement accessible au grand public.

## 3 Autres

### 3.1 Catalyst 2030

L'ONG Ivorary souhaite élargir ses activités à l'international et développer son réseau pour avoir plus d'impact. C'est dans ce contexte que nous avons décidé de joindre Catalyst 2030, un mouvement international composé d'entrepreneurs, d'innovateurs sociaux, d'organisations gouvernementales et d'organisations de la société civile, qui se sont réunis pour collaborer afin d'atteindre les objectifs du développement durable (ODD), à l'horizon 2030. Catalyst 2030 vise une meilleure implication de tous les acteurs dans chaque pays, dont le Gouvernement, le secteur privé et la société civile dans le processus de développement focalisé sur les ODD. Les actions de Catalyst 2030 incluent le partage d'expériences entre les membres, ainsi que le lancement d'activités liées à l'atteinte des ODD par chaque organisation membre qui sera supervisé par l'équipe de coordination de Catalyst 2030.

Les membres de Catalyst 2030 sont répartis dans divers groupes selon leur domaine d'activité, ou selon le pays dans lequel ils sont basés. Ainsi, l'ONG Ivorary a récemment commencé à rejoindre les organisations œuvrant dans la justice, pour un partage des acquis concernant la protection des droits des personnes vulnérables, notamment d'après les activités dans le projet MAFI. Nous sommes également en marge de mettre en place un réseau du Catalyst à Madagascar avec Fanainga, que d'autres organisations malgaches pourront rejoindre également.

### 3.2 Reboisement 2021

Dans le cadre de la saison de reboisement de l'année 2021, l'ONG Ivorary a fait sa part dans la protection de l'environnement à Madagascar.

<b>Date</b>	Samedi 27 février 2021
<b>Lieu</b>	Ambohimanga Rova

**Visuel de l'événement**



*Rebaisons! Rebaisez!*

 Samedi 27 février 2021

 Ambohimanga Rova

 034 62 361 82



**Fournisseur des jeunes plants**

Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

Nombre : 300

**Participants**

Equipe executive, bénévoles, membres du conseil d'administration

**Illustrations/photos**





*Figures 22-23-24 : Equipe de l'ONG Ivory*

## 4 Rapport financier

### 4.1 Compte analytique

Trésorerie IVORARY 2021			
Rubriques	Projet	Débit (Ar)	Crédit (Ar)
Solde compte au 1 er Janvier 2020	IVORARY/FP	240 123,27	
Versement Honoraire Responsable plaidoyer,Analyste économique,Analyste juridique,Analyste monitoring medias - MSIS TATAO	STEF	50 806 350,00	
Versement Honoraire ONG IVORARY-Mise à disposition personnel- CIVICUS	CIVICUS	1 500 000,00	
prestation Ivorary		2 625 000,00	
Remboursement avance MAFI-2020		10 104 650,00	
Prestation consultant Grassroot	CIVICUS		1 000 000,00
Honoraire Responsable plaidoyer,Analyste économique,Analyste juridique,Analyste monitoring medias - MSIS TATAO- 2021	STEF		46 400 000,00
Charge sociale- Directeur exécutif- RAF			
FRAIS DE GESTION -	SAFIDY	14 761 460,55	
Cotisation Hery RASON		5 400 000,00	
Formation légistique		500 000,00	
Formation en playdoyer	PFSCE	350 000,00	
indemnité de formation en légistique			500 000,00
Dépense reboisement			604 000,00
Dépense - atelier planification stratégique			1 921 000,00
Frais Bancaire			157 728,96
Apport Ivorary- atelier de restitution accès à la justice ( prestation animateur, location sono, carburant Mme Bakolalao)			168 000,00
Dépense AG 2021			48 000,00
Sécurité social			2 280 000,00
Contibution projet MAFI			17 449 919,44
Versement Ivorary - remboursement MAFI			100 000,00
avance MAFFA			2 800 000,00
achat armoire métallique			620 000,00
Roll up			120 000,00
Indemnité de formation en playdoyer- équipe			120 000,00
paiement IRSA			4 598 300,00
avance OBS			6 645 000,00
<b>TOTAL</b>		<b>86 287 583,82</b>	<b>85 531 948,40</b>
<b>Solde compte au 31 Décembre 2021</b>		<b>755 635,42</b>	
Trésorerie MAFI 2021			
Rubriques	Projet	Débit (Ar)	Crédit (Ar)
Solde compte au 1 er Janvier 2020	MAFI	- 15 933,75	
Subvention bureau GIZ	MAFI	104 860 936,00	
contribution Ivorary		17 449 919,44	
Prestation Consultant collectedes données- JURIDIXIA			18 680 000,00
Prestation juriste enquêteur			13 915 000,00
Prestation superviseur enquêteur			1 100 000,00
Achat cartouche d'encre			915 000,00
Confection polos juristes enquêteur			440 000,00
impression			72 200,00
restauration- atelier de restitution étude sur l'accès à la justice			1 920 000,00
publireportage			1 000 000,00
édition rapport étude sur l'accès à la justice			1 750 000,00
Presatation infographiste			150 000,00
presatation avocat			8 000 000,00
Atelier de validation de la stratégie			770 000,00
Responsable administratif et financier (RAF)			10 845 000,00
Directeur Exécutif			20 250 000,00
Chargé de projet			9 000 000,00
Frais de déplacement			1 543 000,00
achat ordianteur			975 000,00
achat onduleur			180 000,00
Location bureau			7 910 000,00
achat fournitures de bureau			565 270,00
Achat Crédits de communication			540 000,00
Frais bancaire			669 618,88
per diem mission			1 200 000,00
remboursement Ivorary			10 104 650,00
<b>solde compte au 31 Décembre 2021</b>		<b>122 294 921,69</b>	<b>112 494 738,88</b>
		<b>9 800 182,81</b>	

Trésorerie BAROCI 2021			
Rubriques	Projet	Débit (Ar)	Crédit (Ar)
Solde compte au 1 er Janvier 2020	Baroci	-	
VIREMENT EXPERTISE France	Baroci	40 967 892,00	
Avance Appro		70 000,00	
Coordonnateur			6 827 970,00
Comptable			4 096 782,00
Responsable Communication			5 462 376,00
Consultant Gouvernance			3 278 396,00
Consultant Social et Culture			3 278 396,00
Consultant Environnement et Ressources Naturelles			3 278 396,00
Consultant Economie et Infrastructures			3 278 396,00
Location de salle			230 000,00
Brochure			466 000,00
Roll up			130 000,00
Cocktail			1 320 000,00
Transport et déplacement			264 000,00
Frais de reproduction de document			16 800,00
Consultant informaticien			637 200,00
Crédit de communication			210 000,00
Location de salle+Sonorisation			400 000,00
Pause café			1 200 000,00
Kits participants			134 000,00
Coûts indirects			355 931,00
<b>Solde compte au 31 Décembre 2021</b>		<b>41 037 892,00</b>	<b>34 864 643,00</b>
		<b>6 173 249,00</b>	

Trésorerie OBS MADA 2021			
Rubriques	Projet	Débit (Ar)	Crédit (Ar)
Virement RTGS recu/ UNDP		144 355 535,00	
avance MSIS		31 470 000,00	
Honoraire Consultant en charge de l'identification des thématiques			3 750 000,00
Frais de déplacement- transport kits			1 001 180,00
credit de communication équipe			140 000,00
credit de communication- webinair-			2 150 000,00
Location vehicule - mission			4 930 000,00
per diem mission			13 520 000,00
carburant mission			2 297 000,00
billet d'avion- mission région Anosy/ Androy			4 879 700,00
location de salle- atelier de concertation			2 656 000,00
restauration- atelier de concertation			14 235 000,00
achat kits atelier			2 906 800,00
Frais de déplacement- Participants atelier de concertation dans les 06 régions			4 141 000,00
per diem - Participants atelier de concertation			16 460 000,00
Crédit PF			240 000,00
Impression manuel de formation, invitation			341 700,00
Honoraire Consultant mobilisation citoyenne			7 560 000,00
Impression roll up			360 000,00
Impression brochure			292 500,00
Abonnement Zoom			235 000,00
Honoraire Consultant redevabilité			6 480 000,00
location de salle- atelier de capitalisation des acquis nationaux			300 000,00
Restauration- atelier de capitalisation des acquis nationaux			1 890 000,00
Kits- atelier de capitalisation des acquis nationaux			657 000,00
restauration- atelier de restitution et validation des outils			2 590 000,00
indemnité points focaux			7 200 000,00
salaire coordonnateur de Projet			11 000 000,00
achat appareil photo			5 980 000,00
achat ordinateur			2 505 000,00
achat table de bureau			390 000,00
achat Chaises de bureau			1 126 000,00
Prestation Responsable Suivi- évaluation			7 000 000,00
Salaire Responsable Communication			6 000 000,00
salaire Responsable administratif et financier			7 500 000,00
Salaire Comptable			4 500 000,00
Loyer Bureau			3 390 000,00
achat encre			570 000,00
frais bancaire			17 160,00
per diem points focaux- atelier de restitution et valisation des outils			1 520 000,00
Deplacement focaux- atelier de restitution et valisation des outils			745 000,00
<b>solde compte au 31 Décembre 2021</b>		<b>175 825 535,00</b>	<b>153 456 040,00</b>
		<b>22 369 495,00</b>	

Trésorerie MAFFA 2021			
Rubriques	Projet	Débit (Ar)	Crédit (Ar)
Solde compte au 1 er Janvier 2020	MAFFA	4 827 144,37	
EMISSION TV- Debat sur la gestion covid-19- KOLO TV	MAFFA		4 000 000,00
avance IVORARY	MAFFA	2 800 000,00	
Audit MAFFA	MAFFA		2 000 000,00
Prestation chargé de communication du projet MAFFA	MAFFA		600 000,00
Prestation Responsable administratif et financier du projet MAFFA	MAFFA		1 000 000,00
<b>Total</b>		<b>7 627 144,37</b>	<b>7 600 000,00</b>
<b>solde compte au 31 Décembre 2021</b>			<b>27 144,37</b>

## 4.2 Etats financiers

BILAN ACTIF				BILAN PASSIF	
DETAILS DES POSTES	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENT	VALEUR NETTE	DETAILS DES POSTES	MONTANT
<b>Immobilisations corp.</b>			11 462 819,00		
Matériel informatique	15 240 000,00	4 421 042	10 818 958,00	Résultat de l'exercice (arrêté le 31/12/2021)	422 156,02
Mobilier	3 774 800,00	954 460	643 861,00		
<b>TOTAL ACTIF COURANT</b>	<b>7 258 800,00</b>		<b>11 462 819,00</b>	<b>TOTAL PASSIF COURANT</b>	<b>422 156,02</b>
<b>Créances</b>				<b>Dettes fiscales et sociales</b>	
					-
<b>Trésorerie</b>			38 809 337,02	<i>Emprunts &amp; dettes aup. Etab/BMOI (MAFFA)</i>	27 144,37
BMOI IVORARY			755 635,42		
BMOI MAFI			9 800 182,81		
BMOI OBS			21 870 238,79		
BMOI BAROCI			598 3380	<b>Autres dettes</b>	<b>31 470 000,00</b>
BMOI MAFFA				<i>Dettes vis-à-vis de particuliers (emprunt MSIS)</i>	31 470 000,00
Caisse IVORARY			-	<i>Dettes vis-à-vis de particuliers (avance équipe: projet MAFI)</i>	18 380 000,00
Caisse BAROCI			279 900		
Caisse OBS			120 000		
CAISSE MAFI					
CAISSE MAFFA			-		
<b>TOTAL ACTIF NON COURANT</b>			<b>38 809 337,02</b>	<b>TOTAL PASSIF NON COURANT</b>	<b>49 850 000,00</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>			<b>50 272 156,02</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>50 272 156,02</b>
					0,00

Année : 2021

COMPTES DES RESULTATS	
DETAILS DES POSTES	MONTANT
<b>REVENUS</b>	<b>70 542 810,55</b>
PRESTATION DE SERVICE	70 542 810,55
<b>CONSOMMATION</b>	<b>-8 682 270,00</b>
Fourniture consommable	
Fourniture de bureau	-5 748 070,00
combustibles ( carburant)	-2 297 000,00
Achats d'études et prestations de service	-637 200,00
Achats de matériel, équipements	
<b>MARGE</b>	<b>61 860 540,55</b>
Services extérieurs	0,00
Autres Services extérieurs	-273 928 208,53
location immobilière	-14 886 000,00
location mobilière	-5 582 000,00
Annonces et insertions	-8 647 500,00
Catalogues et imprimés	-341 700,00
Missions	-32 700 000,00
Receptions	-26 014 000,00
Honoraires et commission	-10 000 000,00
Personnel extérieur au service	-146 135 712,00
Frais d'actes et de contentieux	-4 598 300,00
Divers	-355 931,00
Divers ( indemnité bénévoles, Points focaux)	-7 820 000,00
Transports de biens transport persL	-12 573 880,00
Crédit de télécommunication	-3 515 000,00
Services bancaires et assimilés	-758 185,53
<b>VALEUR AJOUTEE</b>	<b>-212 067 667,98</b>
Charges de personnel	-62 375 000,00
Charg. exceptionn. sur opér.gest.	-15 319 539,00
Dotations aux amortissements	-3 539 539,00
Provisionq pour charges	-11 780 000,00
Salaires, appointements	-62 375 000,00
Subvention	290 184 363,00
<b>Subventions</b>	<b>290 184 363,00</b>
cotisation sans contre partie	5 400 000,00
<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>422 156,02</b>
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>422 156,02</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>422 156,02</b>

### 4.3 Liste des matériels et immobilisations

IVORARY/2020/001	Imprimante CANON MF 643CDW	13-août-20	Acquisition projet MAFI MEGATECH	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	5	1 750 000,00	350 000,00	525 000,00	1 400 000,00	1 225 000,00
IVORARY/2020/002	Vidéo projecteur	13-août-20	Acquisition projet MAFI OFFICE STORE	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	3	1 700 000,00	340 000,00	340 000,00	1 360 000,00	1 360 000,00
IVORARY/2019/001	MediaPad Tab3 - Hug	01-janv-19	Don UE/Projet SAFIDY	HERY	3	600 000,00	120 000,00	361 667,00	480 000,00	238 333,00
IVORARY/2018/001	Clé 4G+ Telma	01/01/2018	Acquisition projet FANDIG	HERY	3	70 000,00	14 000	42 194	56 194,00	27 805,56
IVORARY/2018/002	ASUS Dual Core	01/01/2018	Acquisition projet FANDIG	Rota	5	1 500 000,00	300 000,00	1 204 166,67	595 833,00	295 833,33
IVORARY/2018/003	TABLE	01/01/2018	Acquisition projet FANDIG	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	10	273 300,00	27 330,00	109 700,00	245 970,00	163 600,00
IVORARY/2018/004	CHAISE	01/01/2018	Acquisition projet FANDIG	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	5	195 500,00	39 100,00	156 943,06	156 400,00	38 556,94
IVORARY/2020/003	Armoire de bureau	16/09/2020	Acquisition Ivorary-TANA	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	5	650 000,00	131 805,56	261 805,56	518 194,44	388 194,44
IVORARY/2020/004	TABLE	21/10/2020	Acquisition Ivorary-TANA	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	5	\$ 260 000	\$ 26 361	\$ 104 722	233 638,89	155 277,78
IVORARY/2020/005	TABLE	21/10/2020	Acquisition Ivorary-TANA	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	5	\$ 260 000	\$ 26 361	\$ 104 722	233 638,89	155 277,78
IVORARY/2021/001	Ordinateur de bureau	09/02/2021	Acquisition Ivorary-DR TE	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	5	\$ 975 000	\$ 195 000	\$ 195 000		780 000,00
IVORARY/2021/002	Onduleur	03/02/2021	Acquisition Ivorary-MEGA	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	5	\$ 180 000	\$ 36 500	\$ 36 500		143 500,00
IVORARY/2021/003	Armoire métallique	25/05/2021	Acquisition Ivorary-HDS	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	10	\$ 620 000	\$ 62 861	\$ 62 861		557 139,00
IVORARY/2021/004	Appareil photo canon 6D	31/08/2021	Acquisition Ivorary-TANA	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	5	\$ 5 960 000	\$ 1 208 556	\$ 1 208 556		4 751 444,00
IVORARY/2021/005	Ordinateur DE BUREAU	09/09/2021	Acquisition Ivorary-PCUP	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	5	\$ 2 505 000	\$ 507 958	\$ 507 958		1 997 042,00
IVORARY/2021/006	table de bureau	13/09/2021	Acquisition Ivorary-OKLII	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	10	\$ 390 000	\$ 39 542	\$ 39 542		350 458,00
IVORARY/2021/007	06chaises de bureau	13/09/2021	Acquisition Ivorary-OKLII	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	10	\$ 1 126 000	\$ 114 164	\$ 114 164		1 011 836,00